HISTORIA magazine

Hebdomadaire paraissant le jeudi - n° 229 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS · UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



DAMOUS : OPÉRATION PILOTE

La confiance revient progressivement dans les villages. Les assistantes sociales, accompagnées souvent d'équipes théâtrales et de cinéma, pourront remplir leurs passionnantes missions dans la sécurité retrouvée.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*	Dessinateur : *John Batchelor*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*	Fabrication : *Roger Brimeur*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*	Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*	Adjoint : *Charles Meyer*
Chef service photo : *François Wittmann*	Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*	Assistantes : *Chantal de Pinson*, *Françoise Rose*
Administration : *Christian Clerc*	Relations publiques : *Claude Bénédick*
Maquettiste : *Claude Rebelo*	Abonnements : *Jean Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS 14e. **Tél. 707-17-89.**
Telex 21311. Publio Réf. 581
Prix de vente au numéro : France, 3 F. — Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS 14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF
2° 1 an - 48 numéros
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou France.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES. CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : Photo coll. Durand.



AUTOUR DE LA LOI-CADRE

Jean FONTUGNE

AUSSI bien sur le plan politique que sur le plan militaire, le mois d'août 1957 marque une pause dans la guerre d'Algérie. Les dirigeants du Front de libération nationale encore en liberté tirent au Caire les leçons de l'échec de la « bataille d'Alger » et renforcent les structures de leur organisation. Ils ne manquent pas de prendre contact avec les représentants des pays arabes et avec ceux de plusieurs pays occidentaux et du tiers monde. Ils s'efforcent d'obtenir une aide financière plus importante, qui leur permettra l'achat d'armes acheminées désormais en grande partie vers l'Algérie via la Tunisie. Cette aide indirecte tolérée par le président Bourguiba provoquera, dès cette époque, la décision du gouvernement français d'autoriser le droit de poursuite.

Cette période est également marquée par une violente agitation qui, bien souvent, conduit à la guerre dans plusieurs pays du Moyen-Orient. De son côté, l'Union soviétique poursuit ses tentatives de mise au pas, sous son égide, des pays d'Europe centrale et prend l'initiative d'une rencontre Khrouchtchev-Tito en Roumanie.

Commencent aussi à la même époque les négociations commerciales germano-soviétiques... qui ne sont pas près d'aboutir.

En France, le mois d'août accorde un sursis au cabinet Bourgès-Maunoury, qui sera renversé le mois suivant. Le projet de loi-cadre pour l'Algérie est examiné en conseil des ministres et provoque de nombreuses réunions interministérielles, mais rien de définitif n'est arrêté. Il semble même que de nombreux parlementaires oublient qu'une guerre se déroule en Algérie. Les crédits militaires font évidemment l'objet d'âpres discussions entre le ministre de la Défense et son collègue des Finances. Seuls, peut-être, les anciens combattants prennent conscience de la gravité de la situation en Afrique du Nord. Ils viennent de le souligner à Alger, le 7 juillet, par le serment solennel de s'opposer par tous les moyens à toute mesure qui menacerait l'intégrité du territoire et l'unité française.

Retranchées dans la montagne, les forces de l'Armée de libération nationale intensifient l'instruction des unités, poursuivent l'installation des dépôts, reçoivent l'armement — dont la construction du barrage diminuera bientôt considérablement l'arrivée dans le maquis. C'est aussi l'heure des bilans et, à la fin du mois d'août, les statistiques officielles donnent un total général de :

	Armée française	Rebelles
Tués	4 532	41 112
Blessés	15 624	8 694
Armement collectif perdu	4 809	43 946 (23 321 fusils de chasse)

SOMMAIRE N° 229 :


Marbot


Marbot

C'est dans l'arrière-pays de cette côte de la wilaya 4, plus évocatrice de vacances que de conflit sanglant, entre Cherchell *(nos photos)* et Dupleix, que sera lancée l'opération « Pilote ». Pour l'Orléansvillois, un para, le capitaine Jacques Assémat, s'y consacre, à Dupleix, avec toute sa volonté et sa foi en la mission qu'il a reçue.


Marbot

MARS 1957: OPÉRATION PILOTE !

PRINTEMPS de 1957. La « bataille d'Alger » est en cours. Dans le bled, la rébellion s'efforce de prendre en main la population par la terreur. L'implantation de nos unités est encore trop « centralisée », leur action inadaptée à la guerre révolutionnaire. L'administration, dont les moyens sont insuffisants, ne peut faire face à la situation. Le partage – et ce n'est pas un vain mot – des responsabilités entre civils et militaires conserve sa rigidité du temps de paix. En haut lieu, on décide de faire, dans la zone d'Orléansville, un essai de coordination des efforts tendant à rendre au pays son climat de sécurité. C'est l'opération « Pilote ». L'Orléansvillois est une zone fertile, assurant un passage essentiel entre l'Algérois et l'Oranie. En outre, il est encore un « havre de paix », constituant une plate-forme favorable aux actions projetées; c'est le pays des Beni-Boudouane, placé sous l'autorité du bachagha Boualem, homme au grand cœur, intelligent, courageux, vivant en permanence et de manière rustique, au milieu de sa tribu; son prestige s'étend largement au-delà des limites du territoire dont il a la charge administrative. Pour mener l'opération « Pilote », qui sera finalement une réussite, le commandement détache dans les unités de la zone des cadres prélevés sur ses troupes de réserve; c'est le cas du capitaine Assémat, auteur des lignes qui suivent. Ces cadres se passionneront pour la tâche qui leur est confiée et en resteront profondément marqués pour l'avenir.

Général J. GRACIEUX

R. Trasaillon *(à gauche)*, maire de Dupleix. Un colosse !



Assémat et ses ouailles : « Écoute un peu, mon capitaine ! »



A l'école des Beni-Hatteta, le credo est au tableau noir !

La paix française, pour les écoliers en tablier neuf.



Maillots taillés par un rappelé, coupeur chez Balenciaga !

on me parla du douar Damous : "ce sera dur"

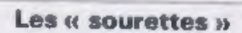


Le 15 mars 1957, sans que rien l'eût laissé présager, je reçus un ordre de détachement me mettant pour trois mois à la disposition du général de Brebisson, commandant la zone Ouest algérois, dont le P.C. était à Orléansville.

Nous étions un certain nombre dans le même cas, tous parachutistes. Pourquoi cette période fut-elle pour moi la plus belle, la plus exaltante de ma vie, celle qui laissa en moi le meilleur souvenir, je l'ignore.

Le général me reçut très courtoisement ; son chef d'état-major aussi. Nous nous connaissions de longue date. Ses adjoints des 2ᵉ et 3ᵉ bureaux firent pour moi un historique de la rébellion dans les massifs du Zacoar et du Dahra et me souhaitèrent bonne chance. J'avais au moins appris que je devais me présenter, dans le meilleur délai, à Ténès, au commandant de secteur.

Ténès changeait beaucoup d'Orléansville, trop hâtivement reconstruite. Ténès était la ville barbaresque fortifiée, ancien nid de pirates. Son port, bien protégé des vents d'ouest, ne connaissait plus que des chaloupes ressemblant étrangement aux pinasses du bassin d'Arcachon, si ce n'est l'étrave en col de cygne et la poupe plus arrondie, plus écrasée, permettant de lover le filet.



Les « sourettes »

Le bataillon vietnamien campait sur la plage. Le soir, au mess, je dînai avec Lagaillarde, lieutenant para en mission dans le coin.

Le colonel du 22ᵉ R.I. m'envoya au 1ᵉʳ bataillon – un bataillon lui appartenant bien peu puisque dépendant du secteur de Cherchell – prendre le commandement de la 3ᵉ compagnie.

Le convoi partait le lendemain à l'aube, un lendemain qui s'annonçait curieux. Je devais, en effet, prévenir le capitaine de cette compagnie qu'il était relevé, poursuivre sur Gouraya, me présenter au chef de bataillon et me rendre à Cherchell pour y prendre les ordres.

La route serpentait entre la mer d'un bleu profond et la montagne. Le convoi traînait, s'étirait en passant près de la baie de l'Ancre, dans laquelle avait sombré un vaisseau hollandais chargé de bonnes sœurs. Il restait de cette affaire, sur la plage, une ancre rouillée et dans la montagne, un marabout, celui d'Imah el-Mah, dédié à la mère supérieure qui avait su se rendre indispensable par ses connaissances médicales. Quant aux bonnes sœurs, les sourettes, elles avaient engendré beaucoup de petits montagnards, les « tournis », en général rouquins, ce qui, comme chacun sait, porte la poisse.

Francis-Garnier, Dupleix. Halte sur la place du village dans un désordre bon enfant. Le capitaine me reçut fort mal. Je le comprenais mais n'y pouvais rien. Il fut décidé que la passation des consignes aurait lieu à mon retour ; dans l'intervalle, il préparerait sa cantine et les pièces comptables.

Villebourg, Bois-Sacré, où je retrouvai un chef de bataillon, ancien para, qui m'avait succédé, dans l'Aurès, au commandement du centre d'instruction des Aurès-Nemencha, monté par moi quinze mois plus tôt.

Messelmoun, la ferme Tesseire, où l'ambassadeur Robert Murphy et le général Clark s'étaient réunis clandestinement avec les envoyés du général Giraud pour préparer le débarquement américain.

Cherchell. Le lieutenant-colonel Lecointe me donna enfin des directives sans

Coll. Assémat



Le capitaine ▶ Assémat. Quand il arrive au douar Damous, un convoi de permissionnaires est tombé dans une embuscade. Les rescapés sont rares. Il se bat depuis les maquis de France. On lui demande, ici, de rebâtir la paix. Il y parvient !

Coll. Assémat



F. Reynaud

◀ Le petit marché, à Bouyamène. C'est sur cette piste, qui mène à Dupleix, qu'une terrible embuscade sera tendue. Dès lors, tout le monde a peur. La peur, arme majeure du F.L.N. Pour pacifier, il faut d'abord rassurer. Des choses aussi bêtes qu'aller acheter ses salades sans trembler.

enjoliver la situation. Quelques jours plus tôt, un convoi de permissionnaires était tombé dans une embuscade, à mi-chemin de la piste joignant Bouyamène à Dupleix. Les hommes, désarmés, n'avaient pas pu se défendre. Les rescapés étaient rares et le moral de tous était sérieusement atteint.

Sur le plan des opérations, je dépendrais de lui et j'emploierais au mieux, en plus de la 3[e] compagnie, le G.M.S. de Villebourg et la 2[e] compagnie de Bouyamène.

Assassinats organisés

Le village de Dupleix avait un maire, Roger Trasaillon, un adjoint au maire, Mohamed Djabout, et d'autres encore, que je connaîtrais par la suite et dont j'apprécierais les mérites divers. Il y avait aussi une école, une église, un marabout, une brigade de gendarmerie, un monument aux morts, une caisse coopérative, un bordj construit il y a fort longtemps et même une hétaïre florissante et des fleurs partout, grimpant à des pergolas.

Dupleix était un album dont on ne tourne les pages que lentement. La vie y avait été douce et l'on y venait de loin chasser le sanglier ou manger la langouste.

Chacun me raconta son histoire, l'histoire du pays, les deux se confondant, se mêlant à l'histoire de France. 1848, 1852, 1870, 1914, 1942 après 1940-1945. L'Alsace, la guerre, les guerres, Verdun, l'Italie, la Libération, d'abord du sol natal, puis de la métropole. L'Indochine, où le fils Buthiou, les propriétaires de la ferme où logeait la compagnie, avait été tué le 22 mai 1947. Son grand-père, géomètre, avait relevé la topographie du pays; son père et d'autres avaient fondé la coopérative. Le maire, un colosse débonnaire, cultivait sa vigne comme tout le monde ici, et possédait cinq à six hectares de muscat somptueux vendu à Alger ou de chasselas qui faisait un vin délicieux.

Tout avait été merveilleux jusqu'au jour de cette embuscade. Depuis, le marché était vide. Le café maure aussi, voisin du café-hôtel-restaurant Espy, où le cœur n'y était plus. Les gens de la montagne et les forains ne venaient plus. La peur s'était installée; les gens se terraient chez eux. Peur des fellaghas, qui avaient aussi coupé quelques nez et quelques lèvres. Défense de boire, défense de fumer. La loi de l'assassinat organisé avait marqué tout le monde et surtout la compagnie. Faire le croque-mort, quand on a vingt ans, n'est pas une besogne agréable.

Il fallait pourtant bien peu de chose pour reprendre la compagnie en main. Tout d'abord la sortir d'un cantonnement écœurant de saleté, lui redonner sa fierté en lui faisant suer sa peur, l'amener dans la montagne, non pas en expédition punitive, mais pour y connaître la population. Et pendant ce temps, nettoyer, gratter, décrasser. Il suffisait d'avoir de bonnes jambes, du souffle. Au début, mes « cosaques » firent un boucan de tous les diables. Ils avaient froid, faim, soif. Il est vrai que, pour la première expérience, nous étions partis quatre jours avec deux journées de rations!

Les époux de Fatima

Et le temps a passé. Transformée, remaniée, la compagnie avait une autre gueule. Ses cadres, en grande majorité du contingent ou rappelés ou maintenus, en voulaient.

« Le douar Damous est dur, vous aurez de la peine. »

Ce fut la fraction des Beni-Hatteta qui prit le virage la première. Il y avait là une jeune femme, Fatima, l'homme de la famille. Son premier mari la délaissait pas mal, buvait beaucoup et l'ennuyait tout autant. Les mauvaises langues prétendaient qu'une nuit où, n'ayant pas retrouvé la porte de sa dechra, il voulut passer par le toit, Fatima lui aurait fort proprement fait sauter la cervelle d'une charge de chevrotines, le prenant pour un brigand. Son deuxième mari, un taleb ambulant qui allait de fraction en fraction en transportant ses tablettes (1), avait été étranglé par les rebelles et nous avions retrouvé son corps, le lacet au cou, enfoui dans un bosquet d'amandiers.

Fatima entraîna les femmes. « Entre dégourdies », disait-elle en clignant de l'œil, toute poitrine au vent, solide sur ses jambes, sans complexe aucun. Elle se ▶

F. Reynaud



◀ Un petit coin tranquille. Jusqu'au jour où le F.L.N. rafla les papiers d'identité, les femmes et les poulets. Il fallut installer un poste, ramener la confiance, un mot cher aux Arabes pendant le conflit algérien. Au douar Damous, on la ramena!

(1) Les talebs apprennent à lire aux enfants à l'aide de planchettes sur lesquelles sont peints, avec une décoration de plantes, les versets du Coran.

Mezroug, le vieux soldat de 14-18. Le F.L.N. l'a « liquidé ».


Mme Ouissou, citoyenne de Damous. Répudiée à tort...?


Les maires de France sont venus « en voisins » à Dupleix.


Maintenant, on peut aller sans crainte se faire soigner...


Dupleix tira le canon pour accueillir le *Sakalave*. Fête !

intéresser au retour de la paix française

remaria une troisième fois pour 15 000 anciens francs et un coffre contenant sept robes et autant de foulards. Le forgeron, son nouveau mari, tapait aussi allégrement l'anisette ; ça n'a pas duré. C'est une bouteille pleine qu'elle lui a cassée sur la tête avant de remonter dans sa fraction bien-aimée. Une maîtresse femme !

Le commando zonal F.L.N. avait ramassé tous les papiers d'identité avant de monter son embuscade. Une semaine sur le terrain, razziant les femmes, les poulets. Inconcevable : personne n'avait rien dit, rien vu. « Les militaires ne venaient pas. Pourquoi serions-nous allés le leur dire au village ? » Paroles pleines de bon sens. Mais il fallait recenser le douar et les quatre autres douars voisins.

Les murs de l'école

Bouyamène construisait un nouveau poste. Les effectifs de la compagnie avaient été recomplétés. Le G.M.S. de Villebourg sortait. Il ne se contentait plus de sillonner la route de Bois-Sacré à Dupleix. Les autres G.M.S. marchaient, eux aussi. Un vent d'activité entraînait ces unités. Mais le nerf de la guerre est toujours l'argent et mes convictions m'empêchaient de monter des attaques ou de rançonner les passagers de l'autocar. Point d'argent, point de suisse. Je n'avais que ma solde, que j'engageai dans l'achat d'un agrandisseur, de papier, de pellicules, de bacs, révélateurs et autres ingrédients nécessaires pour faire de la photo.

Un sous-officier, photographe semi-professionnel, avait un appareil. Il prit la jeep et trois hommes et commença par photographier les gens auxquels le maire délivrait ensuite de nouveaux papiers d'identité.

Les Beni-Hatteta, comme d'habitude, fournirent les premiers clients. Certaines filles étaient ravissantes. Les hommes s'habillaient bien, les anciens combattants accrochaient leurs médailles.

La photo était payante. On opérait sur la place ou devant le mur d'une maison. C'était plus pratique que d'aller à Cherchell, moins onéreux aussi. La photo à domicile était plus chère. L'homme riche du pays avait quatre femmes. Il fallut se déplacer. Ce fut presque une fête.

Et puis ce fut la première école, la première pierre posée grâce au maire, qui préleva sur ses crédits de piste. Ce furent aussi les premiers éléments d'une harka commandée par un ancien sous-officier de tirailleurs ; les premiers bénéfices tirés de l'exploitation de la coupe de bois – cinquante mètres à droite et autant à gauche de la piste tragique –, bois transformé en charbon par des hommes qui l'avaient fait plus ou moins clandestinement de tout temps.



J'avais remis les hommes à la tâche. Ils servaient de *choufs* et de courriers, se relayant entre eux. Le colonel tenait parole. J'avais les rênes longues et il me prêta des camions pour faire la navette avec Alger, où le charbon valait 17,50 francs anciens le kilo au marché officiel, c'est-à-dire avec un permis délivré par les Eaux et Forêts. En contrebande ou au marché parallèle, il valait moitié moins.

Alors, moitié-moitié. L'Administration, n'ayant pas très bien compris l'intérêt de la chose, limitait l'octroi des permis. Pourquoi ? Jusqu'au jour où les gardes forestiers de Gouraya voulurent se rendre sur place pour voir. Il fallut une scène plus vaste que celle du Châtelet pour les mystifier, mais ce fut fini. A nous les permis, au douar les revenus d'un travail pénible.

Les murs de l'école montaient. Le docteur Mazourenak donnait ses consul-



◀ **« Ténès était la vieille ville barbaresque fortifiée, ancien nid de pirates. Son port, bien protégé des vents d'ouest, ne connaissait plus que des chaloupes ressemblant étrangement aux pinasses du bassin d'Arcachon, à la poupe plus arrondie. »**

G. Mathieu

tations dans la montagne, à domicile. Alezra, l'interprète, le suivait partout. Il avait maintenant une aide, une E.M.S.I. Le samedi, jour de marché, il consultait à l'infirmerie.

Les voitures étaient maintenant toutes prises. La jeep par la photo, le Dodge par le chantier de l'école, l'ambulance... J'usais ma Simca sur la piste.

Servier, l'ethnologue...

De là-haut, la vue était merveilleuse, vers la mer comme vers le djebel Nador. La vigne alternait avec les arbres fruitiers, les conifères et les eucalyptus pour composer le plus verdoyant tapis de la terre. C'était tellement beau que, pensant aux fatigues futures, j'avais fait construire le long de l'école, face à cette splendeur, un banc assez large pour y faire la sieste et y dormir la nuit.

Trois mois. Trois mois renouvelables pour réussir, ramener la paix. C'était tellement peu. Pourtant, le rythme était pris. La harka veillait sur la fraction, une section de Dupleix qui grognait, au début, comme si la paix n'était pas là-haut. Le reste « crapahutait », poussant vers le sud, amenant photographes, médecin et infirmier. E.M.S.I. aussi, qui, en ce mois de mai ou juin, préparait une rentrée des classes qui se ferait sans attendre le mois d'octobre. L'école s'achevait. Je fis porter la bonne nouvelle à Gouraya et à Cherchell, reprenant ainsi un contact délibérément rompu le second jour de mon arrivée.

Du monde, beaucoup de monde, à cette inauguration. Des gens venus de partout pour admirer des gosses astiqués de frais, en tablier à carreaux, et une école meublée de bancs volés par nous à Villebourg, je crois, à moins que ce ne fût dans le secteur voisin. Les couleurs claquaient bruyamment, car il faisait grand vent, à un mât qui terminait là sa carrière de poteau télégraphique de réserve, lui aussi volé au bord de la route avec d'autres qui attendaient le moment de servir la France de cette manière.

Jean Servier, l'ethnologue, auteur du livre *Dans l'Aurès, sur les pas des rebelles*, écoutait Djabout prononcer les mots qu'il fallait. C'est là que j'ai appris que nous participions à l'opération « Pilote » et que, tel M. Jourdain, nous faisions de la psychologie sans le savoir.

La « bataille d'Alger », l'opération « Pilote », tout s'enchaînait. Ayant participé à la moitié de la première, je menais la seconde dans mon coin, à ma guise, aidé magnifiquement, maintenant, par la compagnie, qui poussait de l'avant sans s'endormir. Où était sa crasse d'antan ?

Il y avait beaucoup de monde, certes, mais bien moins pourtant que pour le pèlerinage de sidi Mohand Ouchir, qui eut lieu peu après, plus haut encore dans la montagne, là où fut planté notre deuxième mât des couleurs.

« L'Algérie restera française. Bienvenue aux Beni-Hatteta », avait écrit au tableau noir, en belle écriture ronde, le sous-lieutenant Duval, maître d'école dans la vie civile, quelque part en France, avant de céder son estrade à Belamiche, soldat de première classe, instituteur lui aussi, mais à Oran.

Discours, bonne humeur...

La rébellion avait interdit la fréquentation des lieux saints aux musulmans. Il fallait rétablir ce droit et le faire ostensiblement.

Le pèlerinage fut somptueux. Plus de cinq mille paysans étaient venus avec femmes et enfants, à pied ou à dos de bourricot. L'immense esplanade, proche du marabout, n'avait jamais connu pareille affluence, au dire du descendant du saint homme, colosse aux lunettes rondes cerclées de métal. Dupleix était monté ; ma famille aussi, venue me rejoindre pour les vacances, avait fait le déplacement, ma femme à dos de mule, les enfants à pied. Il y avait aussi le sous-préfet, le colonel commandant le secteur, les gendarmes.

Discours. Bonne humeur. Couscous pour tous, et pas au beurre rance, cuit dans les dechras proches et porté sur la tête dans les djefanas de bois tendre recouverts de foulards multicolores. Moment de piété, quand fut déposée une gerbe sur le tombeau, sous les oriflammes et les bannières vert, rouge et or des confréries et des zaouïas.

La harka avait défilé le 10 mai à Orléansville. On parlait d'elle pour le 14 juillet à Paris. Depuis Bou-Saada on était venu engager des hommes fiers pour compléter les effectifs d'une compagnie nomade. J'avais maintenant un porte-fusil, un aspirant harki de dix-sept ans qui vivait, ma carabine U.S. sur le cœur. Je mangeais et dormais n'importe où, soit avec mes hommes, soit dans le premier gourbi venu. Nous avions orga- ▶

la paix était-elle là ? en apparence surtout

nisé une campagne de propreté. Les femmes avaient vidé les maisons pour refaire les sols en lissant la terre glaise avec la paume de leurs mains. Les murs des pièces avaient été passés au blanc ou, mieux, au bleu.

Le maire et moi projetions de construire une autre école à Tala-Ykorn, à mi-chemin des Beni-Hatteta et de Bouyamène. Le sous-lieutenant Faure s'occupait activement de cela, aidé par le futur maître d'école, le caporal-chef Couraly.

Mon interprète, Alezra, celui qui finissait toujours par débrouiller les choses compliquées, était rassurant. Et pourtant, quelque chose ne tournait pas rond ; je le sentais.



◀ Dans ce paysage biblique, dévoré de lumière, ce vieux montagnard, qui tient son bâton comme les bergers antiques, semble sorti du livre saint. La même barbe que saint Joseph, la même silhouette...

Dupleix. Une colonie agricole, fondée en 1848, dont l'histoire se confond avec celle de la France, jusqu'au jour où... Une côte ravissante, où l'opération « Pilote » va ramener la paix, en six mois. « Ne partez pas », diront les musulmans.



◀ Les enfants jouent à deux pas des soldats, dans les forêts de pins qui couronnent Dupleix. Comme tous les gosses du monde, quand ils vivent en paix, ils ramassent le bois ; mais eux, ils vendent leurs fagots.

La mort de Mezroug

On m'avait bien barboté la borne du kilomètre 4 pour en faire un lieu saint. Replantée à quatre cents ou cinq cents mètres de la route, sous un cèdre, je la retrouvai entourée de lampes à huile d'une facture romaine indiscutable et d'assiettes de couscous et de fruits secs. Nous en avions bien ri. Mais maintenant, c'était autre chose. L'atmosphère était lourde, oppressante. J'étais inquiet et ne pouvais le montrer.

Et puis, dans la nuit du 13 au 14 juillet, mon plus vieil ancien combattant, Abdelkader Mezroug, fut égorgé et émasculé près de l'endroit où avait été étranglé et découvert le deuxième mari de Fatima.

Il n'y eut pas, ou peu, de 14 juillet. J'écourtai la cérémonie au monument aux morts en annonçant publiquement que nous prendrions l'assassin de Mezroug et que je le tuerais.

La deuxième école sortait de terre. Son emplacement avait été bien choisi, près d'un col, à proximité de dechras isolées que je voulais grouper pour créer l'amorce d'un village. Chaque matin, il faudrait trouver de nouveaux subsides pour faire manger les enfants, il faudrait piller une autre école abandonnée pour meubler la nouvelle. Il faudrait... marcher davantage, soigner davantage, aimer plus encore.

Le marché de Dupleix était de plus en plus florissant et un marchand de tissus avait eu ce mot en me voyant acheter un pantalon pour un garçon : « Tiens, mon capitaine, prends cette ceinture ; tu as payé le pantalon, je peux bien faire ça. » Le garde champêtre n'avait pas de problèmes.

La S.A.P. distribuait de nouveau le grain de semence, les gens venaient de Breira, de Gouraya, de Cherchell. Le recensement était achevé. Les battues au sanglier avaient repris et les rabatteurs tiraient de nouveau au pistolet d'arçon modèle 18... Les jeunes tapaient sur des casseroles, c'est moins noble, mais aussi bruyant.

Ali Bacor (Ali la Figue), notre grand mutilé, avait offert une *loubia* sur la place du village. Il voulait se marier pour la quatrième fois avec son épouse — ce qui posait des problèmes coraniques.

On m'avait offert un djefana taillé à la main dans du bois tendre.

Mais Mezroug était mort et cette idée me rendait malade.

Les trois compagnies cherchaient, battaient l'estrade ; la harka fouillait le Nador. Il ne faisait aucun doute que les deux forfaits avaient été commis par le même homme.

La 10e division aéroportée, sur intervention du commandant de secteur, avait prolongé de trois mois mon détachement. L'été était radieux. Ma femme amenait à la plage les filles du pays qui se baignaient nues comme la main. Ali, garde du corps et aide-chauffeur, faisait un demi-tour très réglementaire pour tourner le dos aux naïades et surveiller le rocher Djillali qui dominait la place.

Puis nous avons pris l'assassin et nous l'avons abattu au cours d'une opération. Et le lendemain, j'envoyai mes fils passer la journée dans la famille de cet homme. Ils y sont retournés, moi aussi. Nous aussi.

Le village de Reuff, seul, ne venait pas encore à nous. Ses habitants, depuis longtemps, jalousaient les autres fractions. Pourtant, leur nid d'aigle dominait des vignes semblables à celles des autres villages et leurs abricotiers étaient aussi beaux, aussi productifs. C'était dans leur caractère de vivre à l'écart, face aux mines de Bacira, que l'on apercevait sur l'autre rive de l'oued Damous. Ils enviaient je ne sais quoi.

Il a fallu de la fermeté, un mât des couleurs, un clairon pour sonner le réveil et l'extinction des feux, et puis qu'une gamine fût blessée, à la tombée de la nuit, par une grenade oubliée, perdue ou abandonnée dans l'oued. Il a fallu la solidarité de tous pour la transporter de nuit à Cherchell. Il a fallu l'intervention chirurgicale. Il a fallu risquer



F. Renaud

d'autres vies pour la sauver. Alors, ils sont venus pour avoir leur école, pour que je fusse aussi leur juge et l'arbitre de leurs partages successoraux, partages si compliqués que personne ne voulait accepter cette tâche.

Un coupeur de Balenciaga

La compagnie, ma compagnie, avait maintenant fière allure. Le village vivait, revivait; la montagne aussi, après la tragédie du mois de mars. Les maîtres d'école amenaient leurs élèves se baigner. Ils partaient de bonne heure, à travers la campagne, en descendant vers la plage, et remontaient le soir, en camion, après la sieste. C'est un coupeur de chez Balenciaga, le radio de la compagnie, qui avait confectionné les maillots de bain dans de la cretonne à grandes fleurs orange et rouges. Puis tous prenaient leur repas dans le vieux fort où logeaient des familles de rebelles qui vivaient de la vente des poteries fabriquées par les jeunes filles sous l'œil soupçonneux des vieux.

Les jeunes filles, dans cette région, restaient dévoilées jusqu'à quatorze ans environ. Puis elles posaient sur leur coiffure une serviette de bain en tissu éponge avant de mettre le voile drapé à la cherchelloise, qui ne laissait apparaître qu'un œil.

« Toi qui as la force, toi qui as la loi, pourquoi ne supprimes-tu pas le voile ? »

C'est ainsi que, n'écoutant pas cette enfant, je manquai l'occasion de soulager un peu ces femmes dont, pour certaines, la condition était moins enviable que celle d'un mulet.

Le temps passait. Le *Sakalave*, contre-torpilleur de la Royale, avait jeté l'ancre dans la baie pour le jour de l'Aïd-el-Kebir. Nous avions tiré le canon — un canon sans recul installé dans le bordj. Il avait répondu de même. L'équipage était descendu à terre. Les officiers avaient mangé le couscous aux Beni-Hatteta, où j'envisageais sérieusement de faire construire un cabanon.

Les choses s'enchaînaient et pourtant, aucun emploi du temps n'était régulier. Nous vivions à la broussarde, dormant le jour, écoutant la nuit, à l'aise, maintenant, dans ce terrain tourmenté, coupé de ravines profondes et boisé de pins et de taillis épais. Nous savions où nous retrouver. Les charbonniers, eux aussi, participaient, assis à l'écart de leurs tumuli de terre sous lesquels charbonnait lentement le bois de chêne-liège.

Je marchais beaucoup, ma voiture ayant rendu l'âme. Un soir, rentrant de Bouyamène après avoir abattu une quarantaine de kilomètres depuis l'aube, je fus arrêté par les femmes d'une fraction qui, sans explication, firent lever leurs hommes pour me faire escorte jusqu'à Dupleix. Pourquoi? Pourquoi chercher à savoir? Quelque chose avait changé.

Le maire taillait des fusils dans des roseaux pour mon plus jeune fils. Le médecin avait engagé une E.M.S.I. auxiliaire dans le village. Réfractaire au voile, elle apprenait à soigner. Son père la surveillait, craignant on ne sait quoi, mais la coquine avait un œil de braise.

L'instituteur m'écrit

Je partis en permission, anxieux de retrouver mon douar Damous. Les autres aussi, mais mon cœur était là-haut, à Tizi-N'Taka, où se construisait le nouveau village, aux Beni-Hatteta, où les enfants chantaient si bien la table de multiplication et *la Marseillaise*, à Reuff, où une vieille grabataire vivait grâce aux piqûres du docteur Mazourenak, qui prolongeait sa vie.

Et à mon retour, la vie reprit. Un autre pèlerinage à sidi Mohand Ouchir devait avoir lieu en mon honneur parce que je partais. Six mois déjà! L'instituteur du douar m'avait écrit. Je garde cette lettre comme la plus belle des citations.

J'avais passé des jours et des nuits dans cette montagne que j'aimais, à discuter avec les hommes, à parler de la France, que presque tous connaissaient. Le « Parisien », oncle de Fatima, racontait Paris; les autres parlaient de leurs campagnes. On riait en écoutant les histoires de brigands qui faisaient payer l'impôt aux voyageurs lorsqu'ils passaient le Tizi-N'Taka, au pied du Nador, là où maintenant flottait le drapeau tricolore. Tous les matins, on le levait un peu partout et jamais personne n'avait coupé les drisses qui servaient à le monter.

La paix était là. On pouvait la sentir.

L'Association des maires de France avait envoyé une délégation. Dupleix était jumelé avec Pouillac. L'opération « Pilote », comme l'été, touchait à sa fin.

Merci à tous. Merci à ceux qui ont compris où était la paix.

Mais comment pourrais-je oublier les six mois les plus beaux de ma vie passés dans ce douar perdu? H

Capitaine J. ASSÉMAT

"L'ESPOIR" UN JOURNAL, UNE TENTATIVE...



Coll. Gomez

◄ Créé à Alger, pour les « hommes de bonne volonté », le journal *l'Espoir* eut parfois des vues prophétiques, c'est ainsi qu'il titrait, le 27 octobre 1956, dans son n° 9 : « L'arrestation de Ben Bellah *(sic)* ou les interlocuteurs de demain ». Plusieurs fois saisi à Alger il fit paraître un numéro spécial à Paris en avril 1957. Il restait fidèle à sa ligne politique.



Un « marchand ► d'habits » près d'un bidonville. Il faut beaucoup de soleil pour donner au spectacle une couleur autre que celle de la misère. Arrivant à Alger, les gens de cœur étaient frappés par la différence des conditions d'existence des musulmans et des Européens. L'inégalité était flagrante.

LORSQUE j'arrivai en Algérie, à la fin de 1952, pour des raisons professionnelles, j'ignorais tout du problème algérien, à commencer par son existence. De famille bourgeoise lyonnaise, lecteur du *Figaro*, je ne me posais pas de questions. Assez vite, je fus frappé par la disparité des conditions d'existence des Européens et des Algériens musulmans et la grande misère qui régnait de manière à peu près générale chez ces derniers. Si l'on en croyait les pieds-noirs, cela tenait à la paresse des musulmans, alors que le dynamisme et le travail étaient pratiquement le monopole des Européens. Beaucoup de métropolitains, chapitrés ainsi, se contentaient de ces explications et s'intégraient au milieu d'accueil en considérant très vite que les musulmans, « ces gens-là » comme on disait, étaient paresseux, voleurs et sales, ce qui avait l'avantage de donner bonne conscience aux non-musulmans.

Cependant, probablement parce que nous ne parvenions pas, ma femme et moi, à nous intégrer assez facilement par la voie normale, nous prîmes contact avec le groupe « Vie Nouvelle » représenté par André Gallice et sa femme, Annette, qui nous firent connaître leurs amis, et parmi eux les Houdart et les Dechandol, ménages dont les maris étaient en quelque sorte les ténors du groupe dans le domaine politique, Paul Houdart et André Gallice étant d'ailleurs, à l'époque, conseillers municipaux d'Alger dans l'équipe de Jacques Chevallier. Le groupe « Vie Nouvelle » d'Alger était vigoureusement inspiré par l'animateur national du mouvement, André Cruizial, qui ne manquait pas une occasion de prêcher la bonne parole en faveur de l'émancipation des peuples colonisés.

Dans un tel milieu, la prise de conscience ne pouvait être que rapide : à travers l'équipe politique d'abord, qui s'efforçait de soutenir nos deux camarades engagés au conseil municipal, puis en prenant ensuite la responsabilité du groupe tout entier, je fus très vite préparé, comme l'étaient mes amis, à réagir à l'opposé de l'ensemble du milieu européen quand éclatèrent les événements de la Toussaint 1954.

Notre action s'exerça d'abord en même temps que celle de groupes voisins, comme celui de Mandouze, dans la dénonciation des tortures policières, d'autant que nous étions particulièrement sensibilisés par le fait qu'un au moins des conseillers municipaux musulmans de l'équipe Chevallier, que connais-



saient intimement Houdart et Galice, en avait été victime. Puis nous prîmes contact avec d'autres groupes dont il faut bien reconnaître, tant était grande la pénurie de bonnes volontés dans ce sens, que leurs adhérents avaient souvent plusieurs appartenances : c'est ainsi que Malan, Masson et Ageron, que l'on trouvait avec Mandouze et Chaulet dans l'équipe « Pour la démocratie en Algérie », étaient aussi les animateurs du « Comité d'action des universitaires libéraux ». La « Jeune République », outre Chesnot, comptait dans son sein Houdart et Dechandol, que l'on a déjà vus à « Vie Nouvelle », etc. La Fédération des libéraux à elle seule groupait treize organisations que je ne saurais citer sans en oublier : certaines de ces organisations ne se sont jamais manifestées par plus d'une ou deux personnes

Les libéraux : une petite minorité

Il était courant de dire à Alger que l'effectif d'ensemble de ces groupes, tout au moins dans leurs éléments plus ou moins militants, devait représenter une centaine de personnes. Il s'agissait pour nous de faire croire que nous étions beaucoup plus nombreux, d'où cette poussière de groupuscules. Outre les noms déjà cités, on peut ajouter : le « Rassemblement de la gauche libérale » (R.G.L.) avec Doumenc, Lebrati, Preciosi, Levha ; le « Colloque des enseignants » avec Cousseau, qui fut rapidement expulsé en tant que militant communiste ; les israélites libéraux avec Albou ; divers isolés comme Batisse, qui fut expulsé, le Dr Ruff, Pierre Anselme et bien d'autres...

Quant au « Comité de la trêve », à la suite de l'appel de Camus, sa volonté peut-être utopique d'apolitisme le conduisit à se tenir à l'écart de notre mouvement, ce qui ne nous empêcha pas de rester en contact personnel avec des hommes comme Maisonseul et Pabois, par exemple.

Telle était donc la situation au cours du premier semestre de 1956 : des gens de bonne volonté apparemment dispersés dans de multiples organismes, en fait se connaissant presque tous et se rencontrant, pour beaucoup d'entre eux, à des réunions de la Fédération des libéraux, où l'on ne parlait que de l'Algérie. Un beau jour, quelqu'un lança l'idée : « Et si l'on créait un journal ? » Enthousiasme général. Oui, mais un journal, même à parution espacée, cela suppose un directeur responsable, un local, ou du moins une adresse, et un embryon de ressources, sans compter l'aspect technique, rédaction, mise en pages, imprimerie, etc. Or nous n'avions rien. Qu'à cela ne tienne : à défaut d'un choix possible sur plusieurs candidats, Jean Gonnet serait directeur, on prendrait une boîte postale et on ouvrirait un C.C.P., où parviendraient les fonds.

Quant au problème du journalisme, Paul Grandjean, enseignant, se révéla, au sein du comité de rédaction, comme un rédacteur en chef particulièrement doué et dynamique, alors que M. Benzadi, membre de l'U.D.M.A., ancien directeur de *la République algérienne*, nous accueillait à l'Imprimerie générale, à Bab-el-Oued, où, du 9 juin 1956 au 9 février 1957, allaient être imprimés les seize premiers numéros de *l'Espoir*. Le 9 novembre 1956, une bombe explosa à l'Imprimerie générale et, le 5 janvier 1957, M. Benzadi fut arrêté et interné au camp de Berrouaghia. Il fut assassiné, quelques années plus tard, à Vichy, dans des conditions mal définies. Je rends à sa mémoire l'hommage que lui doit l'équipe de *l'Espoir*.

Un journal franco-musulman

Le n° 1 de *l'Espoir*, qui se présenta comme « l'expression des libéraux d'Algérie », publia son éditorial sous le titre « Notre espoir », dont l'auteur faisait ressortir, entre autres particularités, que ce journal se voulait authentiquement franco-musulman, ce qu'attestaient le titre bilingue (français en première page, arabe en quatrième) et la réunion d'Algériens d'origine européenne ou africaine plutôt que d'Européens, et de musulmans. Le comité de rédaction, qui comprenait Mahfoud Kaddache et Mouloud Mammeri, d'une part, Paul Grandjean, Maurice Perrin, Henri Dechandol et moi-même, d'autre part, était bien la traduction de cette volonté.

Dans le même éditorial on pouvait lire : « De même qu'il y a une logique du terrorisme, qui finit toujours par frapper sauvagement des innocents, de même il y a une logique de la répression, qui, tôt ou tard, devient aveugle, absurde, collective. Céder à un système de force, c'est mettre le doigt dans un engrenage dont on ne sait pas jusqu'à quels sacrifices il peut entraîner...

« Or, justement, il faut en sortir. Le moyen, c'est le règlement pacifique, le libre dialogue, la discussion autour d'une table. Il ne faut pas perdre une seule occasion d'approcher d'un règlement pacifique acceptable par tous et d'abord d'un cessez-le-feu. C'est par un coup d'arrêt à la guerre qu'il faut commencer si l'on veut bâtir l'Algérie de demain. »

En même temps, sans marquer d'hostilité au départ à la politique définie par Guy Mollet pour son application par ▶



◀ Les « Libéraux » d'Alger n'étaient pas opposés au départ à la politique de Guy Mollet. Leur journal, *l'Espoir*, doutait toutefois que le gouvernement pût pratiquer une politique [redacted] musulmans.

des gens de bonne volonté à l'heure où la bonne volonté est submergée par la tempête



◄ Maurice Perrin, membre du comité de rédaction du journal « L'Espoir ». Assassiné par l'O.A.S. en 1961.

Les Éts Girat ► à Belcourt, où se tinrent nombre de réunions de « l'Espoir » et de la Fédération des Libéraux.

◄ Paul Houdart. Conseiller municipal sous la houlette de Jacques Chevallier. Il fera partie des libéraux d'Alger qui créèrent *l'Espoir*

Lacoste et qui était basée essentiellement sur le principe d'élections libres au collège unique, *l'Espoir* mettait en doute, dès ce moment, les moyens employés pour obtenir une situation électorale ainsi que la possibilité pour le président du Conseil d'échapper au système qui lui avait été en partie imposé le 6 février 1956. C'était prendre ses distances à l'égard de la « politique de pacification », et le fossé entrouvert entre libéraux et pouvoirs publics ne devait plus se refermer mais s'élargir de mois en mois

Comment évoluèrent ensuite, d'une part, la ligne de conduite de *l'Espoir* par rapport à cette détermination initiale, les relations avec les pouvoirs publics personnifiés par Lacoste, d'autre part?

La ligne de conduite de *l'Espoir* n'a pas varié, elle peut tenir dans ces quelques propositions :

a) droit du peuple algérien à l'autodétermination ;

b) recherche d'une solution par la négociation et refus de la violence imposée ;

c) prise en considération non seulement des aspects politiques du problème, mais aussi des données économiques et sociales.

Le titre passe au vert...

Quant à nos rapports avec le pouvoir, j'ai rappelé que, sans suspecter les intentions du gouvernement issu du Front républicain et présidé par un « socialiste », nous n'avions pas confiance dans leur réalisation avec les moyens employés, qui s'accompagnaient d'une compromission inévitable avec les milieux du gros colonat et avec les ultras de tout bord. La suite des événements ne fit, hélas! que nous confirmer dans cette attitude et le divorce avec le ministre résidant que s'accentuer. En feuilletant la collection de notre périodique, on peut relever quelques jalons de cette division un peu plus marquée à mesure que le temps passait

Le 6 juillet 1956 évoquant « l'Heure du règlement », un de nos amis, qui signait Pierre Entremont, écrivait « Nous pensons que l'heure du règlement est arrivée : maintenant ou jamais Maintenant, c'est-à-dire à bref délai, avant la fin de l'été ou à la rigueur avant l'hiver. Passé ce délai, il y a lieu de redouter le pire. »

Dans le n° 6, du 15 septembre 1956, on pouvait lire plusieurs articles aux titres significatifs : « Sept mois d'échecs »; « Aspects de la pacification »; « Contre-terrorisme »

Le titre de *l'Espoir*, jusque-là imprimé en noir, passait au vert, couleur de l'espérance, à partir du n° 8. Mais les numéros suivants s'ornaient, aux pages de couverture, de photos accompagnées de commentaires qui faisaient ressortir le défaut de concordance entre les intentions et les faits de la « pacification ». Sur le n° 9, on voyait une ruelle d'Alger barrée par un épais réseau de barbelés avec la légende : « En octobre, des résultats hautement significatifs seront atteints » *(R Lacoste)*

Lacoste : rapports tendus...

Sur le numéro suivant, c'était une photo d'une route quelque part en Algérie : au premier plan, sur la hauteur, une patrouille française; à l'arrière-plan, un convoi militaire et au milieu, apparemment, une voiture civile; tout cela pour illustrer une des affirmations officielles de l'heure : « On circule librement partout. »

Dans le n° 11, du 24 novembre 1956, outre l'affaire de la bombe à l'Imprimerie générale, on pouvait lire que le n° 10 de *l'Espoir* avait été saisi, depuis le 10 novembre, par décision préfectorale et qu'il était interdit dans la zone de l'Est constantinois par décision militaire. Ce n'était qu'un début. Le 22 décembre 1956, dans le n° 13, notre ami Paul Grandjean, *alias* Paul Genes, à la suite de deux saisies, proposait « le rétablissement de la censure en Algérie ». En définitive, du n° 10, du 10 novembre 1956, au n° 16, du 9 février 1957, cinq numéros furent saisis, deux seulement épargnés

Ainsi donc, entre les libéraux et le représentant en Algérie d'un gouvernement dirigé par un « socialiste » et investi par le corps électoral français de la mission de faire la paix en Algérie, il n'y eut même pas l'amorce d'un dialogue, et les rapports devinrent de plus en plus tendus d'un mois à l'autre, alors qu'un Alain de Sérigny pouvait écrire dans *l'Echo d'Alger* : « Quant à nous, qui n'avons cessé de soutenir la politique du président du Conseil et du ministre résidant... » Il faut rappeler aussi, pour la petite histoire, que Lacoste n'avait pas hésité à présenter au congrès socialiste de Lille quelques spécimens de notre premier numéro comme un témoignage de son libéralisme...

Exemple de « pacification » officielle : des enfants qui accompagnent les harkis à la « corvée de soupe ».



Dois-je rappeler aussi que j'ai été convoqué plusieurs fois à la D.S.T. pour des interrogatoires, que les saisies de *l'Espoir* s'accompagnaient de perquisitions à mon domicile, que nous étions obligés d'observer des précautions de toute sorte pour communiquer par téléphone, en raison des tables d'écoute, de nous réunir en des lieux secrets et chaque fois changés; bref, que nous étions traqués comme des malfaiteurs? Ces précautions n'étaient pas superflues puisque l'un de nous, Maurice Perrin, fonctionnaire au Gouvernement général, après avoir collaboré à maintes reprises à *l'Espoir* sous des pseudonymes divers, fut assassiné par l'O.A.S. le 23 novembre 1961 à son domicile de la Bouzaréah.

C'était le plus doux et le plus pacifique des hommes, et sa mort reste un symbole du combat que nous avons mené. C'est aussi en 1961 que fut assassiné un autre libéral, Maître Popie, avocat très aimé en milieu musulman.

Outre Maurice Perrin, je peux rappeler quelques-uns de nos collaborateurs réguliers ou occasionnels dont certains ont déjà été cités au long de ces pages



Paul Grandjean, toujours gai, plein d'humour et d'un dynamisme que rien n'altérait ; Mahfoud Kaddache, dont aucune intimidation n'eut jamais raison ; Mouloud Mammeri, qui fut assez vite contraint de trouver refuge au Maroc ; Cyrille Gallice, plein de sagesse et de lucidité, Bernard Durey, psychanalyste, si sensible à ce qui touchait la jeunesse algérienne, et combien d'enseignants ou membres de professions libérales ou d'autres professions, Algériens de souche européenne ou autochtone !

Sans haine ni violence...

Le témoignage des libéraux et de *l'Espoir* aura-t-il été utile ? Le sacrifice de Maurice Perrin aura-t-il été vain ? Si l'on se place sur le plan de l'efficacité et des résultats atteints, il est permis de s'interroger : le pire, que nous redoutions, s'est produit. La communauté de destin entre les deux fractions de la population d'Algérie s'est brisée et l'apothéose de l'horreur fut atteinte au cours des premiers mois de 1962, quand régna l'O.A.S. et que passants innocents, femmes, enfants furent abattus dans les rues d'Alger, parce que musulmans. Un peu plus tard, après les accords d'Evian, ce fut l'exode massif de la quasi-totalité de la population d'origine européenne, et comme le salaire de la peur, issue fatale d'un aveuglement que le gouvernement français, il faut bien le dire, n'avait pas réussi à conjurer. Donc, les apparences ne sauvaient rien de ce que nous avions tenté. De même, depuis l'indépendance, aucune voix ne s'est elevée, à ma connaissance, au sein de l'Algérie indépendante, pour dire ce que nous avions espéré et pour reconnaître la juste part que nous avions pu prendre au combat qui a tout de même permis la naissance d'une nation, ce que nous avions pressenti dès le début. Mais de ce côté, instruits par l'expérience des libéraux du Maroc et de Tunisie, oubliés sinon rejetés dès l'objectif atteint, nous n'attendions rien et nous n'avons même pas été déçus.

Mais il restera toujours le fait que, à côté des grands colons, de leurs alliés et de la masse aveuglée par l'intérêt à court terme ou par l'ignorance, à côté aussi de quelques rares Européens qui avaient complètement basculé du côté du F.L.N., il s'est trouvé des Français, peu nombreux, certes, et aussi des Algériens pour penser qu'une solution eût été possible en dehors de la haine et de la violence et qu'une Algérie différente eût pu naître, où beaucoup de ses fils d'origine européenne eussent trouvé leur place. Cela avait au moins valeur de témoignage et c'est ce que le cardinal Duval a bien voulu m'écrire dans les termes suivants, dans une lettre du 19 février 1968 : « ... J'ai été heureux d'avoir repris contact avec vous ; bien souvent, je pense à vous. Le bien que vous avez fait ici demeure, auprès de Dieu, d'abord, et dans les cœurs... »

Le n° 16 de *l'Espoir* fut le dernier de la première série à paraître en Algérie, le 9 février 1957, mais, avec une équipe d'amis fidèles que nous comptions à Paris, au premier rang desquels je peux citer Bertrand Schneider, Jean-Marie Domenach, Georges Montaron et toute l'équipe de *Témoignage chrétien*, j'ai pu faire paraître un numéro spécial hors série en avril 1957, à Paris ; ce numéro présentait, sous forme de rappel et de panorama, ce qu'avait été la substance des seize numéros algériens de *l'Espoir*.

Plus tard, du 29 avril au 28 septembre 1960, dans un autre climat politique, le règne de Charles de Gaulle ayant commencé, avec une autre équipe à laquelle je ne pouvais plus participer activement, dix numéros d'une nouvelle série de *l'Espoir* parurent encore à Alger. Peut-être ceux qui l'animèrent pourront-ils, au moment voulu, écrire ce que furent leurs préoccupations.

A qui s'adressait *l'Espoir* et qui furent effectivement ses lecteurs ? Il est certain que nous visions tous les hommes de bonne volonté des deux côtés et que nous espérions recruter nos lecteurs tant en milieu européen qu'algérien autochtone. En fait, *l'Espoir* fut pratiquement ignoré des premiers en dehors de la petite frange des libéraux dont j'ai parlé : peut-être est-ce pour cette raison que nous n'avons pas compté dans nos rangs d'autres victimes que Maurice Perrin et Maître Popie. En revanche, les « musulmans », comme on disait en simplifiant, d'abord réservés, eurent tôt fait de découvrir que *l'Espoir* n'était en aucune façon lié au pouvoir, bien au contraire, et qu'il avait son franc parler dans les domaines habituellement réservés à la propagande officielle. Aussi, très vite, les lecteurs algériens assaillirent-ils les kiosques dès la sortie de nos numéros, qui devenaient très rapidement introuvables. Donc, en Algérie, des lecteurs européens qui se confondaient avec les libéraux et un grand intérêt en milieu musulman.

Bourguiba nous honore

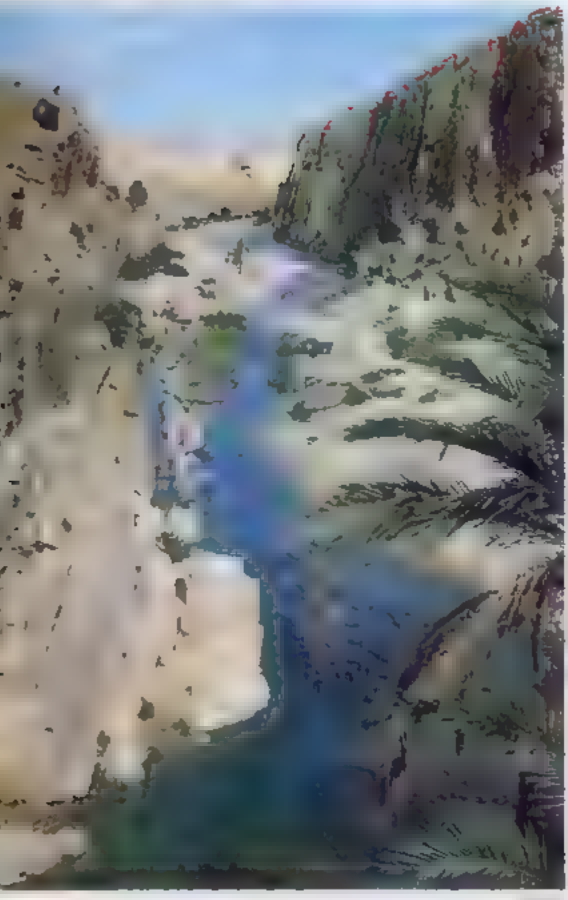
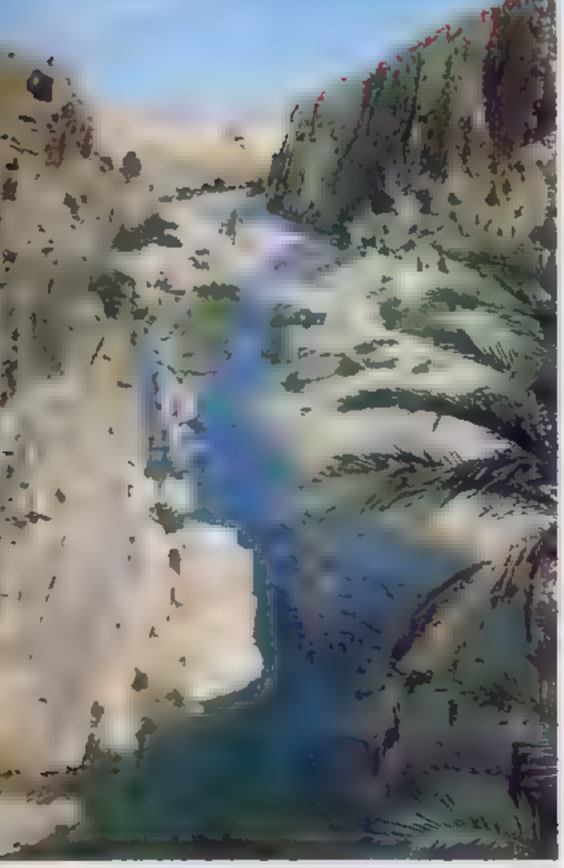
Mais *l'Espoir* était également diffusé par abonnement et son succès en France s'affirma par cette voie. Malheureusement, là aussi, nous étions surtout lus par la clientèle habituelle des journaux et hebdomadaires de gauche et nous ne pouvons prétendre avoir eu quelque influence sur la masse, qui nous ignorait. Cependant, grâce aux échos que nous trouvions dans les publications de gauche, grâce aux nombreuses citations du *Monde*, qui m'ouvrit à plusieurs reprises ses colonnes, *l'Espoir* a incontestablement eu en France une résonance dont il est difficile de mesurer la portée. Il suscita des échos dans tout le Maghreb et grâce à M. de Montety, président du Mouvement de libre coopération franco-tunisienne, Habib Bourguiba lui-même fut sensibilisé à notre action et honora notre numéro spécial d'avril 1957 d'un message où il disait notamment : « Un jour viendra où la clairvoyance de ces Français sera pleinement reconnue. »

Cette clairvoyance aura été prouvée par les événements à défaut d'être reconnue par les hommes. H

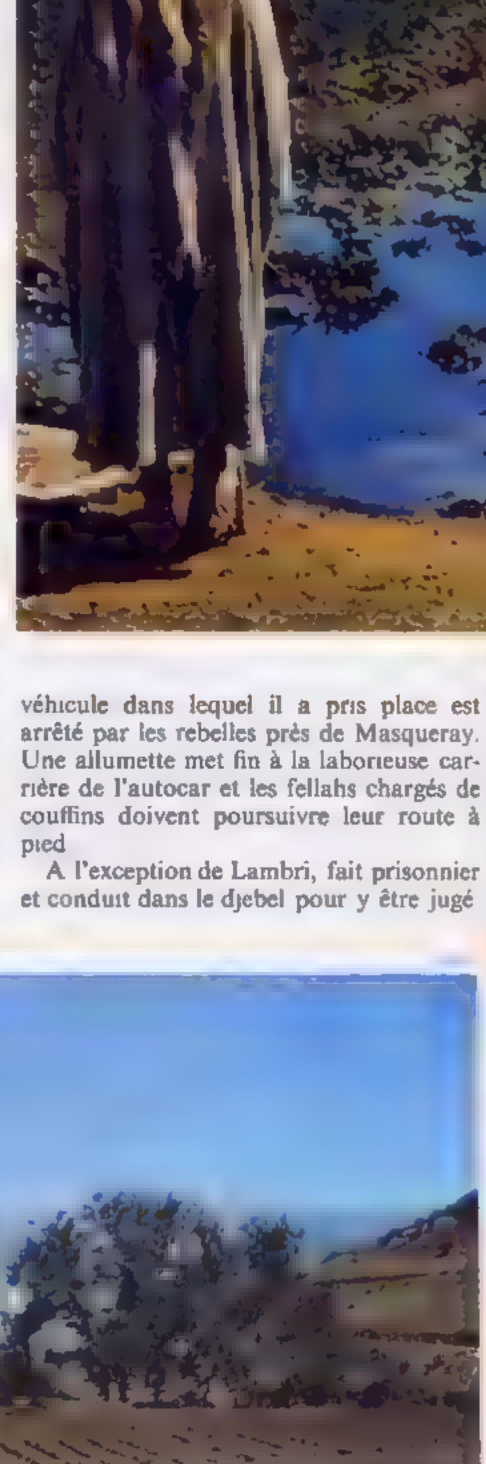
Jean GONNET

Directeur de « l'Espoir Algérie » en 1956 1957

SI CHÉRIF OU LE VRAI PACTE

◄ Dans ces paysages de cañons et de palmiers du Sud algérois, Lambri Chérif a suivi les pistes du F.L.N. avant de s'allier, avec 330 hommes, à l'armée française.



PAR un chaud matin de juillet 1957, les habitants d'Aïn-Boucif, petite bourgade du Sud algérois, assistent, éberlués, à une prise d'armes ahurissante : surgis du djebel, à bord de camions militaires, 330 rebelles en uniforme débarquent dans le village, forment les rangs et défilent en ordre irréprochable devant une poignée d'officiers français. Puis ils installent leur bivouac près du souk et hissent un drapeau tricolore frappé de l'étoile et du croissant.

Le colonel Si Chérif, chef militaire de la wilaya 6, vient de se rallier à la tête d'une katiba.

Conclusion d'un affrontement sanglant entre Kabyles et Arabes, vieille querelle qui, depuis Mahomet, divise le Maghreb.

Un homme nommé cheval...

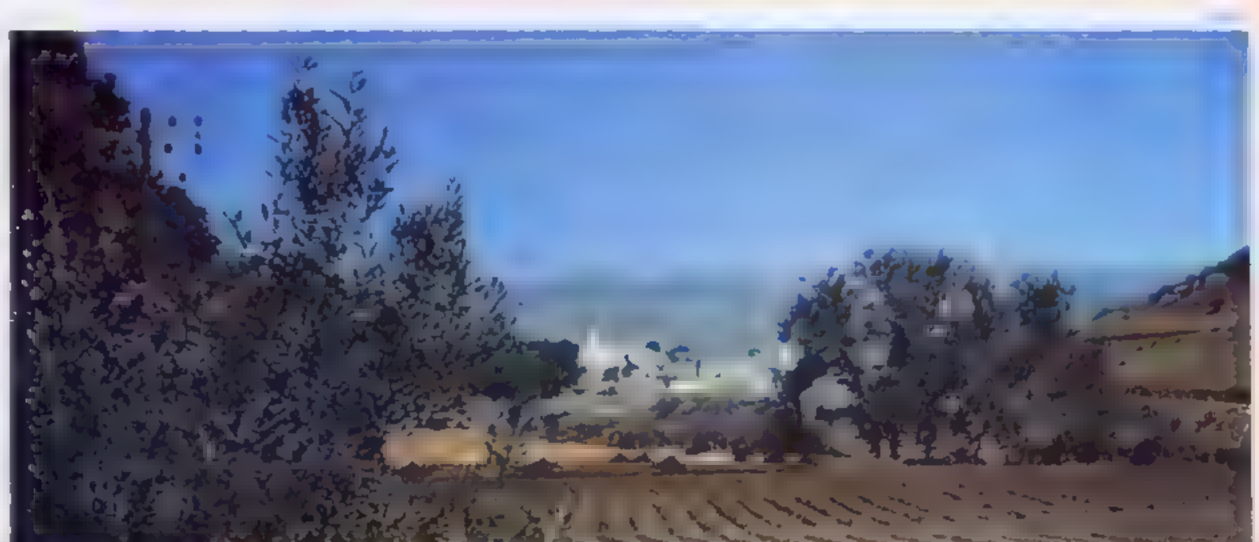
L'histoire rebelle de « Si Chérif » commença au printemps de 1955 sur la route de Masqueray.

Démobilisé en janvier, après un deuxième séjour en Indochine, le brigadier du train Lambri Chérif Ben Saïd, trente-deux ans, dont onze de service, trois citations dont une à l'ordre de l'armée, a pris son congé libérable chez lui, dans le douar Souaghi, situé au nord-est d'Aïn-Boucif. Mais assez vite, l'homme a la nostalgie des armes. Apprenant la formation, à Aumale, d'un régiment de spahis à cheval, le 5e R.S.A., il décide de remettre le pied à l'étrier. Il part pour Aumale à la veille du ramadan, signe son contrat, puis retourne chez lui passer les fêtes, en attendant son incorporation.

Quelques jours plus tard, le car brinquebalant qui assure le service des marchés le ramène vers sa nouvelle garnison... Mais Lambri Chérif n'y parviendra jamais. Le véhicule dans lequel il a pris place est arrêté par les rebelles près de Masqueray. Une allumette met fin à la laborieuse carrière de l'autocar et les fellahs chargés de couffins doivent poursuivre leur route à pied.

A l'exception de Lambri, fait prisonnier et conduit dans le djebel pour y être jugé

C'est en rentrant ► d'Aumale *(notre photo)*, où il avait signé son contrat pour « rempiler » dans l'armée française, que Si Chérif est enlevé par le F.L.N. Il deviendra le chef militaire de la wilaya 6, la wilaya du Sud. Mais le cœur n'y est pas. Ni l'idéal. Il finit par rejoindre les rangs français, pour y rester





◀ L'affaire Si Chérif commença en 1955. Dans la région des hauts plateaux, à Masqueray. Un car est arrêté par les rebelles. Si Chérif (qui a onze années de service dans l'armée) est emmené au maquis. Pendant quatre mois, il y servira de « coolie », selon son expression.

En fait de service à cheval, le fougueux brigadier sera lui-même transformé en bête de somme. Pendant quatre mois, il va servir de « coolie », selon sa propre expression, pliant sous le poids du matériel des hors-la-loi qui écument les pistes de la wilaya 6.

La wilaya 6 englobait en totalité les vastes territoires du Sud algérois. Mais, à la vérité, elle n'existait, au début de 1955, que dans l'imagination de l'organisation rebelle : faute d'éléments de valeur, celle-ci n'avait pu lui attribuer de chef véritable.

Les deux erreurs de Mellah

Il était cependant essentiel pour le F.L.N. de manifester sa présence dans une région sur laquelle, depuis plusieurs mois, l'intérêt se portait : la prospection pétrolière se développait à grande échelle et laissait déjà entrevoir l'importance des richesses dissimulées sous les sables. Mais, sur ce territoire, la population, essentiellement arabe, paraissait se tenir quelque peu en retrait des idées révolutionnaires qui agitaient le Nord. Ses éléments les plus virulents se réclamaient seulement de l'esprit messaliste.

L'état-major F.L.N. décida donc d'y implanter une bande, pour amener les fellahs à embrasser sa cause. Quelques centaines de Kabyles furent progressivement envoyés vers le Sud sous le commandement d'un adjoint de Krim Belkacem : Ali Mellah. Dès son arrivée, l'homme s'employa à recruter des troupes. Mais les Arabes répugnaient à se voir diriger et encadrer par des Kabyles. D'autant que ceux-ci n'évitaient aucune erreur psychologique. Ils continuaient de parler entre eux leur langue, incomprise des Arabes, et traitaient les nouvelles troupes avec une morgue insolente. Le fait d'être commandés par des « étrangers » constituait, pour ces fils de farouches guerriers, un affront difficilement acceptable.

Mellah sentit confusément que la situation allait lui échapper. Il choisit sur place, pour adjoint, un certain Amar, rouquin aux yeux clairs et au teint de brique qui répondait au surnom original de « Rouget ». Rouget était un de ces Aïssaouas avaleurs de feu fanatiques que l'on rencontre souvent dans les souks depuis le Sud marocain jusqu'à la frontière tunisienne.

Le Kabyle espérait que Rouget, par sa personnalité, amènerait très vite les Arabes à composition. Ce en quoi il commit une première erreur.

Promu « commissaire », Rouget outrepassa ses droits. C'était un fou dangereux qui ne se séparait jamais d'une lourde barre de fer avec laquelle il assommait indifféremment hommes et bêtes. Dans sa rage destructrice, il allait jusqu'à écraser de ses pieds les maigres poulets qui picorent autour des mechtas. Obsédé sexuel par surcroît, il avait instauré le droit de cuissage et exigeait qu'on lui abandonnât la plus jolie fille des dechras où lui et ses tueurs kabyles décidaient de passer la nuit.

Ce règne de la terreur et du pillage ne pouvait qu'aller à l'encontre du but recherché. Au sein même de la bande, la secrète animosité des Arabes contre les chefs kabyles se transforma en une sourde haine.

Ali Mellah devait commettre une seconde erreur. Celle de laisser la vie sauve au brigadier du train Lambri Chérif, capturé dans l'autocar de Masqueray.

Quand le sous-officier comparaît devant lui, au fond d'une grotte repaire, le Kabyle calcule très vite les avantages qu'il peut tirer de son prisonnier : un stage de porteur va d'abord le « briser ». Ensuite, on lui offrira le choix entre la mort et une promotion dans l'A.L.N., où ses capacités militaires et sa qualité d'Arabe seront précieuses.

Les rebelles de la rébellion

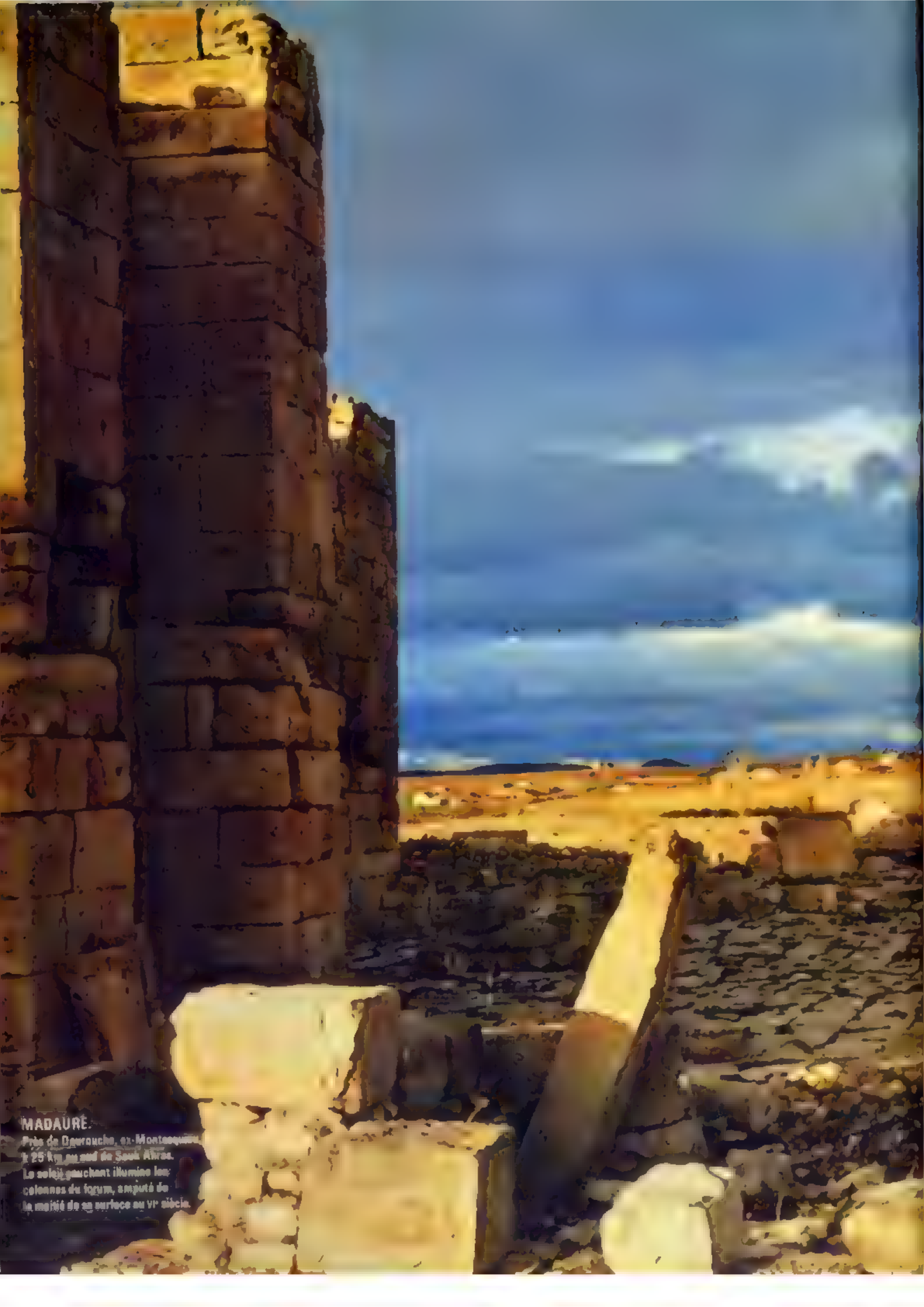
Mellah lui confie une trentaine de recrues et lui adjoint pour commissaire politique ce Rouget justement, qui est prêt à tous les excès.

Pendant plus d'un an, Si Chérif va tenir le maquis. Avec sa troupe, sillonnant le pays, il contrôle les populations, soumet les douars, lève les renforts, perçoit l'impôt et traque les messalistes, toujours flanqué de l'infâme Rouget.

Jusqu'au jour où celui-ci, à l'issue d'un coup de main dans la région d'Arthur, ordonne d'égorger tout le bétail d'une mechta (40 moutons).

De retour d'une conférence de chefs, Si Chérif découvre le carnage dans un concert

Suite page 1092.



MADAURE.
Près de Daourouche, ex-Montesquieu, à 25 km au sud de Souk Ahras. Le soleil couchant illumine les colonnes du forum, amputé de la moitié de sa surface au VIe siècle.





◄ Le colonel Si Chérif, devenu officier supérieur dans l'armée française, se marie, le 22 juin 1958, avec Mlle Madila Elbessegui, dans le petit village de Maginot, à 150 km au sud d'Alger. Le général de Maisonrouge est son témoin.



Un des moments ► surprenants du 13 mai 1958, quand arrivent, sur le Forum, leur colonel en tête, les troupes de Si Chérif. Tous anciens fellaghas qui se sont ralliés avec leur chef et qui resteront fidèles à la France jusqu'au bout. C'est-à-dire 1962. Alors, avec Si Chérif, ils gagneront la France.



◄ Dans le fameux bureau qui a été celui du préfet Maisonneuve, directeur de cabinet de Robert Lacoste, et où tant de personnalités ont défilé, pendant les journées de mai 1958. On voit ici le colonel Si Chérif avec, notamment, le général Salan et Jacques Soustelle. Sur son *battle dress*, la « Valeur militaire ».

(Suite de la page 1089)

de lamentations. Une violente explication éclate entre les deux hommes. Elle se termine mal pour Rouget. Devant toute la troupe, Si Chérif, hors de lui, sort son pistolet et abat le commissaire politique de deux balles dans la tête.

A l'annonce de la mort de leur « exécuteur », les chefs kabyles prennent peur. Si Chérif, entouré de combattants de sa région qui lui sont entièrement dévoués, leur pose désormais un problème d'obéissance totale.

Dans un premier temps, ils décident de l'éloigner. Par le jeu des mutations, Si Chérif est d'abord isolé de ses fidèles, puis désigné, pour convoyer avec ce qui lui reste de son groupe, un convoi d'armes en Oranie. Mais l'Arabe n'est pas dupe : il a dans sa poche un document qui l'édifie sur le sort que les Kabyles lui réservent. Il a intercepté une lettre émanant du Comité de coordination et d'exécution dans laquelle ordre est donné d'abattre tous les chefs arabes, « peu sûrs et indisciplinés ».

Sa décision est prise. Il va prévenir le danger en contre-attaquant lui-même.

Si Chérif feint d'accepter la mission : à la tête de sa bande, il prend la piste du djebel Nador et cantonne sur les arides contreforts de l'Atlas saharien, apparemment pour attendre le convoi.

La nuit venue, il rassemble 25 hommes autour de lui, des Arabes de sa région, qu'il convainc en quelques mots.

« Les Kabyles, dit-il, veulent imposer leur loi aux Arabes. Leur obéir, c'est changer de colonialisme. Nous devons nous venger. » Abandonnant le gros de la troupe, le commando remonte à marches forcées sur la région d'Aumale. Si Chérif connaît toutes les planques et frappe à coup sûr. Il surprend les groupes kabyles les uns après les autres et les extermine impitoyablement tout en recrutant du monde sur son passage. Ali Mellah, l'homme qui l'avait humilié, sera abattu d'une rafale de mitraillette.

Dans tous les douars qu'il traverse, Si Chérif harangue les fellahs, les persuade de se révolter contre le pouvoir du Nord. « Tuez tous les Kabyles », ordonne-t-il. Le carnage dure six jours : une Saint-Barthélemy, ou plutôt une Saint-Valentin. Tout Berbère est abattu comme un chien.

Les femmes et les enfants achèvent les blessés.

Quelques-uns en réchappent pourtant et donnent l'alerte à la wilaya 4. Mais l'organisation F.L.N. du Titteri a vécu.

L'homme qui rallia Si Chérif

Resté maître du terrain, Si Chérif s'octroie le grade de colonel commandant la wilaya 6. La prise du pouvoir lui a coûté 33 morts et quelques blessés. En dépit de quoi, ses effectifs ont grossi. C'est maintenant de 300 hommes environ qu'il dispose. Reste à savoir ce qu'il va faire de sa victoire...

A la S.A.S. de Maginot, un homme suit avec attention le déroulement de cette longue suite de sanglants règlements de comptes dont les récits lui parviennent par l'intermédiaire de ses indicateurs.

Cet homme s'appelle Frachet. Il est adjudant-chef et il s'intéresse d'autant plus à l'évolution de la situation qu'il a reconnu en Si Chérif un de ses anciens compagnons d'armes.

Oui, ce gaillard au visage rond et bronzé barré d'une moustache noire est bien le maréchal des logis du 8e spahis avec qui il avait fraternisé en 1952, quelque part en Cochinchine...

Frachet, ancien parachutiste du 5e B.C.C.P., a collectionné en Indochine, où il a servi dans un commando de Hoa-Hao, une dizaine de citations. Les coups les plus scabreux ne sont pas pour l'effrayer. L'idée lui vient naturellement de rallier Si Chérif.

Un émissaire arabe accepte de contacter le chef de bande.

Le 30 juin 1957, dans un petit café maure du bled, Frachet et Si Chérif se rencontrent. Le premier porte le béret de chez nous, l'autre arbore, sur l'épaulette, l'écusson vert et blanc au croissant et à l'étoile rouges. Deux barrettes à étoiles sont épinglées sur sa parka.

Tous deux marquent un instant d'hésitation, puis se serrent la main. Ils ne sont pas armés.

L'entretien a lieu en arabe, bien que Si Chérif parle français. Un Européen du pays sert d'interprète à l'adjudant Frachet. Le chef rebelle, lui, est arrivé flanqué de ses deux gardes du corps : un jeune



Sur les routes présahariennes, maintenant, on rencontre l'armée, mais aussi les camions-laboratoires des pétroliers.

blond de dix-huit ans, armé d'un Beretta et un noiraud aux jambes torses, porteur d'un P.M. Thompson.

L'adolescent a liquidé d'une seule grenade une réunion de chefs kabyles dans une mechta, au cours de la « remontée vers le nord ». L'autre est un ancien caporal-chef qui a gardé de son passage chez les tirailleurs le calot bleu délavé et le respect de la hiérarchie. Il se fige dans un garde-à-vous irréprochable quand Frachet vient le saluer

Dans la petite salle obscure, le thé à la menthe est servi. « Rallie-toi, dit Frachet, je me porte garant de ta sécurité. » Si Chérif s'abîme dans une intense réflexion, puis il se lève et fixe l'adjudant de ses yeux noirs. Avec sa canne, il frappe nerveusement son pied droit, comme s'il cherchait à le coller au sol. Hors-la-loi, il l'est deux fois. S'il ne choisit pas très vite l'offre inespérée de son ami, ses jours seront comptés. Il s'écrie : « Je savais que tu étais là et j'ai confiance en toi. Mais donne-moi quelques jours pour convaincre mes gars. Je ne reviendrai pas sans eux. »

Vingt jours plus tard, Si Chérif se rallie officiellement avec 330 hommes. Apportant en témoignage de ses bonnes intentions un bilan assez impressionnant 190 F.L.N. abattus dont tous les cadres de la wilaya, sept douars prêts à se rallier et d'importants renseignements opérationnels immédiatement exploitables.

Après quelques jours de repos, Si Chérif et sa bande reprennent les pistes. Entretemps, l'intendance française a complété leur équipement, avec des pataugas et des cartouchières de cuir. P.M. 38, MAS 50 et 24-29 remplacent Mauser, Stati, Brenn, pour une question de munitions. Mais les « fells » de Si Chérif, baptisés officiellement « Force armée franco-musulmane », conserveront toujours cette allure d'armée régulière chinoise que leur conféraient la casquette plate et le treillis vert olive.

Jusqu'au bout...

Deux G M.C. et un *command car* sont mis à la disposition de l'ancien chef rebelle dont le comportement sur le terrain et les méthodes de combat étonnent les militaires français. Un jeune radio du contingent sera le seul Européen qu'il emploiera jamais dans sa bande. L'Arabe use de ses propres filières d'information, de guetteurs bénévoles. Nullement assujettis à la boîte de rations, ses hommes couvrent un terrain considérable. Trente d'entre eux sont d'anciens militaires et Si Chérif les utilise à des opérations de commandos. L'homme a dans la tête la topographie de 900 km² de terrain, et les cartes ne lui sont pas nécessaires pour se déplacer.

Un jour, dans un accrochage, il dirige lui-même, à la fumée, un appui d'aviation : 24 F.L.N. sont tués... et les pilotes médusés par la précision avec laquelle il les a menés sur l'objectif!

Confirmé dans le grade qu'il s'était lui-même accordé dans le djebel, Si Chérif se voit octroyer pour ses hommes le statut de harkis. Chaque mois, il verse à chacun 5 000 francs sur les 23 000 qui constituent leur solde. Bénévolement, tous ont accepté d'abandonner le reste au profit des familles de leurs compagnons morts au combat.

Bien entendu, le F.L.N. réagira très vite. Un officier déserteur du 9e B.T.A., le lieutenant Ben Chérif, aura la responsabilité de réorganiser la rébellion dans le Titteri. Son premier soin sera de faire bastonner la mère de Si Chérif, âgée de quatre-vingt-huit ans, et d'incendier la maison de son frère. Mais jamais il ne pourra reprendre en main la wilaya 6.

En mars 1958, au cours d'une bataille extraordinaire dans le djebel Belgroune, Si Chérif infligera des pertes sévères aux troupes de l'A.L.N. : 72 tués et blessés, un important matériel récupéré.

Titulaire de la croix de la valeur militaire, il vient défiler sur le Forum d'Alger, entre deux opérations, dans les jours euphoriques de mai 1958. Et jusqu'à l'indépendance, il continuera de combattre le F.L.N., malgré les fluctuations de la politique.

L'étrange carrière de Si Chérif s'achève avec le rapatriement de ses harkis en métropole.

Retiré des affaires militaires, après avoir fait un court séjour en Allemagne, le « colonel » s'occupe aujourd'hui d'une laverie dans la région parisienne. H

Jean TAOUSSON



Ici le ciel est toujours bleu ; il ne pleut jamais, aussi, les petits métiers s'installent à même le sol, en plein soleil, et attendent les clients. Un des spectacles aimables de la vie traditionnelle qui ignore le « modernisme ». *A gauche* le « tabac-trottoir », derrière son éventaire de « dohrane », tabac à priser, *à droite* : le figaro du coin, qui rase les joues et le crâne. Au couteau, souvent.



OÙ EN EST LA WILAYA 4 AVANT SI SALAH?



◄ Orléansville, capitale de la plaine du Chélif et point névralgique de la wilaya 4. En 1954, un tremblement de terre la ravagea. Elle fut reconstruite en trois ans.

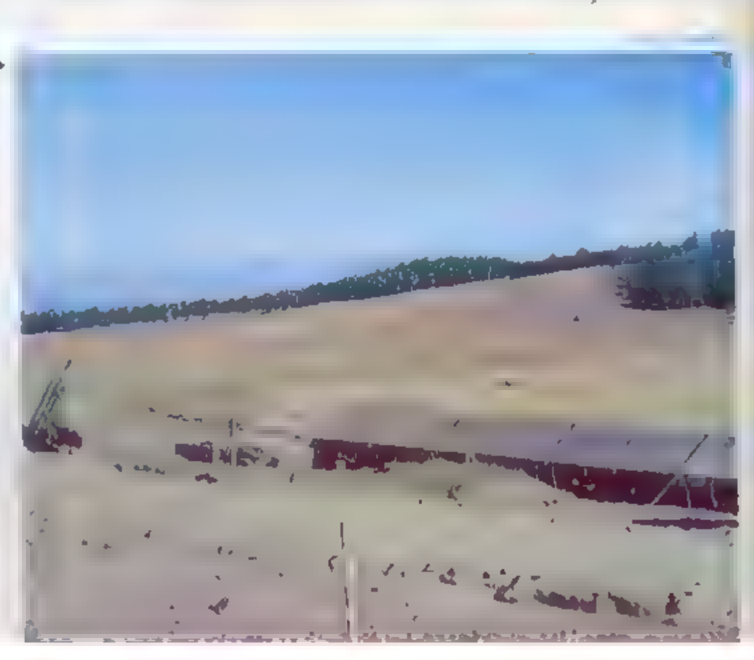


Aïn-Sour, dans le ► Zaccar. Dominant la plaine du Chélif, face à l'Ouarsenis. Au pied du Zaccar, Miliana. Il arrive qu'on soit obligé de ravitailler un poste par parachute.

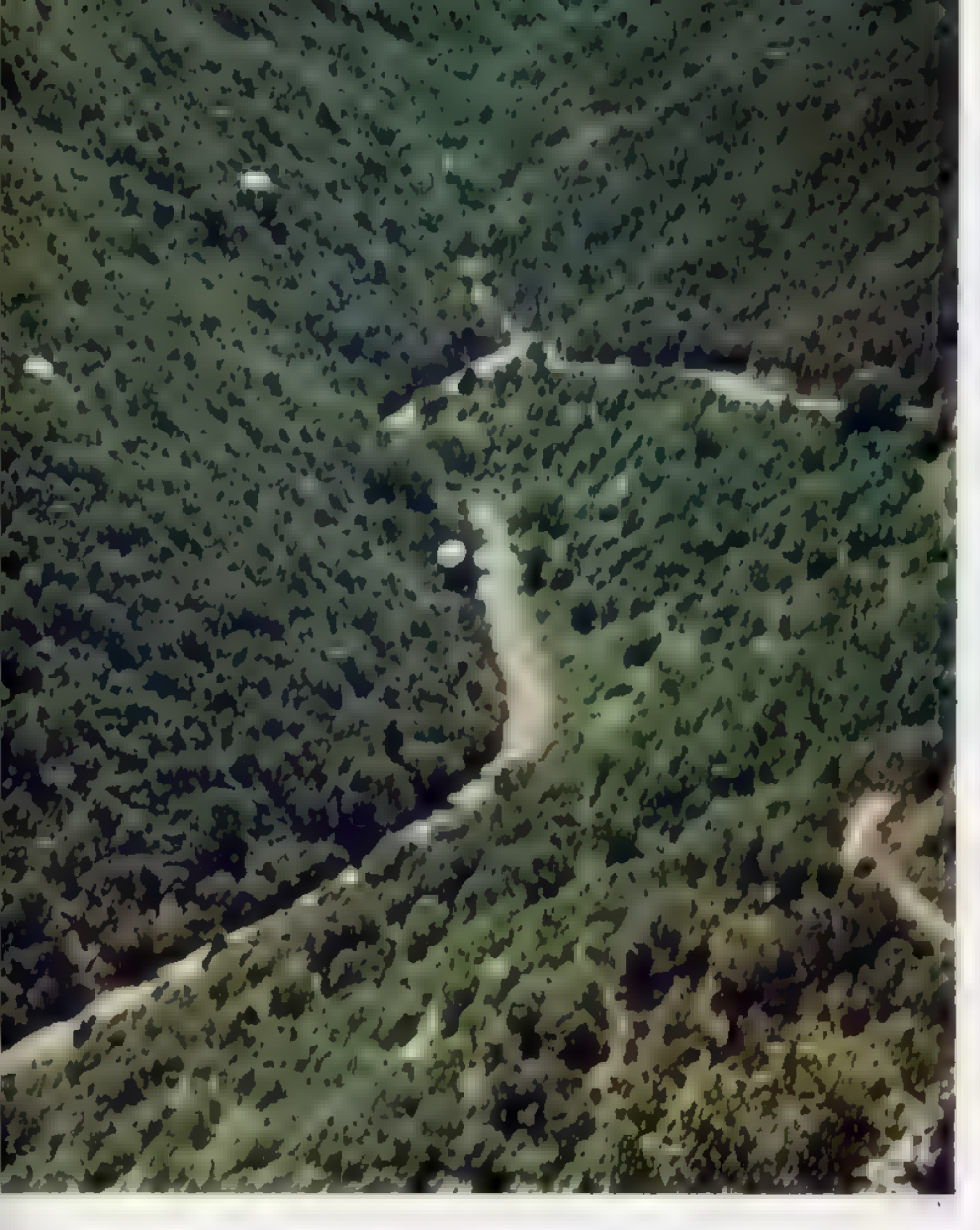
Les sous-officiers élus par les soldats, une discipline librement consentie parce qu'établie en commun, la fraternité prônée et vécue réellement, l'alphabétisation pratiquée entre deux opérations militaires, la libre discussion instaurée en permanence, et tout à l'avenant, voilà une région militaire (wilaya) qui avait de quoi étonner! C'était la wilaya 4, qui groupait tout l'Algérois, y compris Alger après la « bataille ». Au mois d'avril 1957, 5 000 hommes la composaient. Bien entendu, ils n'étaient pas tous rassemblés, mais répartis dans de nombreux secteurs, eux-mêmes cloisonnés, mais partout les mêmes règles, le même style

Le colonel Si Sadek (de son vrai nom Slimane Dehiles) dirigeait la wilaya 4 depuis qu'Ouamrane était parti pour Tunis en mission et y installait le C.C.E en fuite. Sadek était une des personnalités les plus originales de l'A.L.N. Grand, maigre, le regard rieur contredisant les traits sévères du visage comme taillé à coups de serpe, rusé à l'extrême, abordant tous les problèmes par le biais de l'humour. Cet autodidacte pouvait tout aussi bien réciter (ou plutôt interpréter avec saveur!) des poèmes de Si Mohand que des tirades entières de Victor Hugo ou encore de longs morceaux de *l'Iliade* et de *l'Odyssée*, sachant que son accent kabyle faisait merveille dans ce genre de texte il « en rajoutait »

Combattant de la première heure, il était aux côtés de Krim Belkacem



Le col de l'Akfadou, ► en Grande Kabylie. C'est là que le général Challe installera son P.C., en juillet 1959, quand il lancera sa grande offensive sur [redacted] Kabylie. La désagrégation des bandes rebelles et le moral à marée basse des *djounoud* inciteront, entre autres, le chef de la wilaya 4 à négocier directement avec de Gaulle.



L'état-major comprenait aussi Azzedine, chaudronnier sans culture politique mais très à l'aise dans les bagarres à la tête du commando « Ali Kodja ». Ce n'était pas une « âme » ni une « conscience », mais qu'aurait été l'A.L.N sans « bagarreurs » comme lui? Il y avait, enfin, Boualem Oussedik (neveu d'Omar) qui, lui aussi, était un homme de valeur. A vingt-deux ans il quittait l'Université pour rejoindre le maquis. Étudiant brillant dont le type physique et la tournure d'esprit le faisaient paraître semblable à ces étudiants « décontractés » qu'on peut rencontrer sur le « Boul' Mich' » à Paris. Il avait collectionné les diplômes et avait sérieusement étudié le marxisme. Le colonel Si Sadek l'avait chargé de la propagande. Il était en quelque sorte le chef des commissaires politiques, bien que sous la responsabilité directe de Si M'hamed.

Cet état-major tenait beaucoup à l'égalitarisme: les officiers et sous-officiers ne portaient pas d'insignes distinctifs sur leur uniforme, qui était le même pour tous. Même solde aussi, 1 000 francs (de l'époque) par mois, mais la femme du combattant recevait 2 000 francs par mois si elle habitait la campagne et 5 000 si elle habitait la ville; pour chaque enfant à charge s'ajoutaient 2 000 francs.

La chasse aux mouchards

L'armee française avait à cœur de vaincre cette singulière wilaya qui faisait preuve d'un esprit d'initiative, d'une ingéniosité, d'un sens du combat peu communs. Ce qui explique les multiples tentatives d'introduire dans la wilaya des hommes qui se présentaient comme volontaires dans le dessein de renseigner les officiers S.A.S. La chasse aux mouchards occupait fort l'état-major de Sadek, qui, grâce à Si M'hamed et à Boualem Oussedik, parvint à réduire au minimum les fuites et les dénonciations. Pourtant, la tâche n'était pas aisée. Si M'hamed dut faire interdire la libre circulation d'un secteur à l'autre. Une katiba en formation militaire n'avait pas le droit de sortir de sa propre région sans ordre exprès du chef militaire de la wilaya, qui avait parfois besoin de réunir deux ou trois katibas pour une operation.

L'arrivée de cadres (formés à l'O.S.), d'intellectuels (suspects à Alger), de chefs de réseau (« brûlés » dans la capitale), d'étudiants (optant pour le maquis après l'échec de la grève de huit jours) avait permis un encadrement tout à fait exceptionnel et permis à Si M'hamed de créer un « style wilaya 4 ». Chaque action, chaque embuscade, qu'il y eût eu reussite ou échec, faisait l'objet d'une critique, puis d'une autocritique. Aucune décision importante n'était prise par un seul chef. Pour la

quand celui-ci forma les premiers maquis. Son adjoint politique, Si M'hamed, Ahmed Bougarra pour l'état civil, né vingt-sept ans plus tôt à Affreville, avait fait ses premières armes au M.T.L.D. et assumé des responsabilités au sein de plusieurs mouvements de jeunesse, puis avait fait partie de l'O.S (Organisation spéciale, paramilitaire) en 1950. Grand, athlétique, sérieux, respecté, c'est lui surtout qui imprima sa personnalité à la wilaya 4. Politiquement, il était déjà très avancé si on le compare aux chefs politiques des autres wilayas. Pour lui si la *djihad* (guerre sainte) avait ete un moteur nécessaire et efficace lors du soulèvement, il était temps d'y substituer la « lutte pour la reconnaissance de la dignité ». La plate-forme de la Soummam et les théories d'Abane Ramdane avaient trouvé en Si M'hamed un adepte enthousiaste.

L'adjoint militaire était Si Lakhdar, un maçon qui avait dû sa rapide promotion à son courage. Il avait anime les fameux commandos zonaux avec Ali Kodja. Toutes les guerres de ce type voient émerger, des deux côtés, des hommes dont la détermination au combat, le courage ou... l'inconscience entraînent vers des actions exceptionnelles d'audace et d'efficacité. Ali Kodja et Si Lakhdar faisaient partie de ces hommes-là.

Le responsable du renseignement était Omar Oussedik, doyen de l'état-major. Depuis longtemps connu sous le nom de Si Taieb, ancien ouvrier d'usine, syndicaliste, militant du P.P.A. clandestin, élégant, énigmatique, peu disert, « marxisé », il deviendra l'ami de Frantz Fanon, lequel ajoutera le prénom d'Omar au sien en signe de « naturalisation » et d'amitié. Si Salah, le responsable des liaisons (qu'un étrange destin mènera, en pleine guerre, face au général de Gaulle à l'Elysée), un « géant » (1,90 m) sympathique, la parole facile, des yeux bruns intelligents, dont la réserve pouvait passer pour de la timidité, était le modèle du désinteressement et de la passion vraie.

la wilaya 4, modèle des wilayas, finit par sombrer dans le c

moindre embuscade il fallait l'accord du commissaire politique. La devise de Si M'hamed était « tout le monde est nécessaire, personne n'est indispensable ». Aux intellectuels qui arrivaient au maquis, il disait : « Apprenez aux paysans ce que vous savez et vous apprendrez à votre tour ce qu'ils savent. Vous serez étonnés... »

5 Français pour 80 rebelles

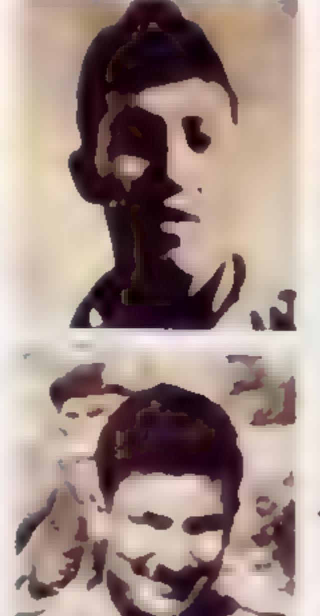
Ce qu'apprenaient d'abord ces intellectuels, c'est que, dans ce combat inégal à plus d'un titre avec l'armée française, la force de l'A.L.N. résidait dans l'extraordinaire endurance de ses hommes, leur frugalité, leur mobilité. Cependant, cette wilaya n'aurait pas pu tenir si longtemps ni enregistrer tant de succès si elle n'avait compté que sur son organisation intérieure originale, la personnalité de ses chefs, la vaillance de ses *djounoud*. Il lui fallait aussi « l'eau du poisson » c'est-à-dire l'appui des populations. De Ténès à Palestro, la coordination entre l'A.L.N. et le peuple était assurée par un imposant réseau de *mousshilin*. Ces auxiliaires civils étaient des partisans opérant là où ils résidaient. Leurs tâches étaient multiples : sabotages des voies de communication, transport des munitions et des blessés, renseignements sur les mouvements de l'adversaire, etc. En outre, la wilaya 4 faisait fonctionner en permanence des écoles de cadres, des services sanitaires, des services sociaux pour les veuves et les orphelins, en plus des services de propagande, d'information, de logistique et de politique

A l'image des anciennes djemaas (1), dans chaque village siégeait une assemblée populaire consultative composée de cinq membres et d'un président élus au suffrage direct Le quadrillage français se faisant de plus en plus étroit et efficace, ces assemblées durent espacer, puis supprimer leurs réunions

Les officiers français qui avaient participé à la « bataille d'Alger » voulurent alors en découdre avec cette fameuse wilaya. Celle-ci perdit l'initiative. Les combats se multiplièrent et devinrent plus meurtriers. Les pertes étaient lourdes. On n'en connaîtra sans doute jamais les bilans respectifs. Du côté français, les chiffres les plus contradictoires ont été avancés. Les estimations officielles, qui émanaient de l'état-major général ou du G.G., ne tenaient que rarement compte des civils musulmans qui, soit à l'occasion d'opérations militaires, soit au cours d'actions répressives, avaient trouvé la mort

(1) [illegible]

Les Algériens, quant à eux, se trouvaient presque toujours dans l'impossibilité de dénombrer les morts civils et, surtout, de le faire savoir. Comme dans toutes les guerres, les chiffres étaient gonflés ou minimisés selon l'opportunité. Cependant, en ce qui concer-



◄ Si M'hamed, le prédécesseur de Si Salah à la tête de la wilaya 4. Originaire d'Affreville. Tué en mai 1959.

Maquis en wilaya 4. ► Au centre, coiffé d'un chapeau de brousse, Slimane Dehilès, dit Si Sadek, et, tête nue, Azzedine, qui sourit à l'objectif.

◄ Si Lakhdar, qu'on appelle encore Rachid et qui sera un des adjoints de Si Salah, en wilaya 4. Il est né à Novi, où son père était facteur



◀ La wilaya 4. Probablement la mieux organisée des régions militaires de l'Armée de libération nationale. La mort de Si M'hamed, au début de 1959, provoquera un des plus sanglants et importants règlements de comptes dans cette zone.

Blida, en wilaya 4. ▶ C'est l'entrée de la ville arabe, où viennent parfois se reposer les chefs [redacted] région. Comme Miliana est tapie au pied du Zaccar, Blida l'est au pied des monts de Chréa. Les faubourgs de la ville conduisaient au djebel.

cle terrible de la délation et des "purges"

ne les victimes militaires sur le seul terrain de la wilaya 4, au printemps de 1957 (et sans que cela puisse donner une indication quelconque pour les autres wilayas), on peut aujourd'hui dire qu'*approximativement* cinq soldats français mouraient chaque jour pour quatre-vingts combattants algériens. Par la suite, il y eut des mois d'activité militaire plus intense (surtout au début du plan Challe, par exemple, en février 1959).

Pour le colonel Bigeard, les accrochages avec l'A.L.N. n'étaient qu'une partie de l'enjeu. Il tenait aussi le plus grand compte du contrôle de la population; il appliquait alternativement des méthodes contradictoires qu'il croyait complementaires : la répression et la séduction, les sanctions et les œuvres sociales. Il voulait couper l' « eau » et tuer le « poisson ». Si M'hamed avait bien senti le danger que représentait l'implantation des officiers S.A.S. dans les villages, il tâchait de redresser la situation partout où les Français déversaient leur propagande. Il savait aussi que le moral des populations ne serait maintenu qu'à condition que l'A.L.N. obtînt des succès ou, à tout le moins, donnât du fil à retordre aux troupes de Bigeard.



Garder la foi...

A la tête de ses hommes (trois cents, bien armés) Si M'hamed, assisté d'Azzedine et de Si Lakhdar, s'était mis en route à l'aube du 23 mai. La marche s'effectuait sans histoire lorsque des bergers signalèrent que des parachutistes se trouvaient en embuscade à quelques kilomètres au sud de l'oued Boulbane. Pas question de tomber dans le piège! Ordre fut donné de contourner l'oued Boulbane au nord pour atteindre l'oued el-Akhra au sud en espaçant les groupes : cinq groupes, puis un vide, puis cinq groupes et ainsi de suite. La caravane, en file indienne, s'étendait sur plus de deux kilomètres. Il était 5 h 30, et ce fut l'accrochage d'Agounennda.

Comme les autres, cette opération fut commentée et disséquée par les combattants algériens. Ils en tirèrent effectivement des leçons. La première leur confirma que le rôle de l'A.L.N. n'était pas de se battre à découvert face aux Français. Ni le nombre ni l'armement ne le permettaient. C'était une évidence. Ils décidèrent de ne rassembler à l'avenir que le minimum de combattants nécessaire aux embuscades. La guerre serait longue encore... Le temps pouvait travailler pour l'Armée de libération, mais encore fallait-il qu'elle continuât d'exister. Des assauts comme elle venait d'en subir pouvaient la détruire s'ils devaient se répéter. Agir, se cacher, conserver des contacts avec le peuple, chercher (comme dans les villes) les actions spectaculaires, vivre aussi, c'est-à-dire boire et manger, et surtout garder la foi et demeurer unis, tel fut le « programme » de la wilaya 4.

Mais, comme aux échecs, où la principale qualité d'un joueur est d'imaginer ce que l'autre croit qu'il imagine afin d'agir différemment, par des stratagèmes inouïs, les services psychologiques français ne devaient plus tarder à empoisonner et détruire la belle unité de la wilaya modèle jusqu'ici... H

Jacques SIMON

“AU DJEBEL, ON M'APPELAIT SI ABDALLAH...”

Affronter l'armée française en rase campagne eût été un suicide. Il nous fallait donc avoir recours à la guérilla, apprendre ses techniques et nous plier à sa discipline particulière. Par bonheur, nous eûmes avec nous, dès le début, d'anciens partisans qui avaient combattu dans les maquis français contre les Allemands. Ils furent nos premiers instructeurs. Puis des sous-officiers ayant servi dans l'armée française en Indochine nous apportèrent leur expérience des méthodes de combat des guérilleros vietnamiens et de celles de leurs adversaires. Ils se révélèrent très précieux. Enfin, certains de nos camarades avaient étudié la résistance yougoslave au cours de la guerre. A partir de cette triple expérience française, vietnamienne et yougoslave, nous devions déterminer une forme de lutte révolutionnaire adaptée à nos conditions algériennes.

Les éclopés. Un cauchemar pour le *djoundi*, c'est la blessure qu'on ne peut pas toujours soigner à temps.

L'embuscade — le *camine* — était naturellement la tactique de combat la plus favorable. Elle devait être tendue généralement aux abords d'un terrain découvert afin de surveiller l'arrivée des renforts et, si possible, de leur couper la route. Mais surtout l'effet de surprise et la brièveté de l'action étaient les conditions impératives du succès. L'engagement type se limitait à une demi-heure, permettait la récupération d'armes, évitait le contact avec une force supérieure et manœuvrante. La dispersion s'effectuait immédiatement, par petits groupes, parfois de deux ou trois, pour rejoindre un point de ralliement fixé au préalable et se trouvant au moins à cinq heures de marche du lieu de l'embuscade.

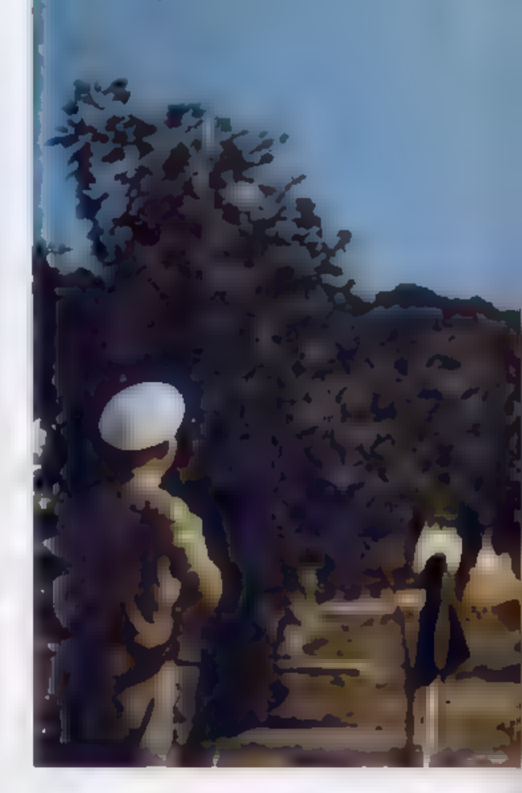
La ligne Morice

Une instruction prescrivait d'emporter les tués et les blessés afin de justifier la légende née dans la population qui faisait de nous des « immortels ». Ainsi, lorsque nous traversions un douar duquel un de nos morts était originaire, nous répondions aux demandes de ses nouvelles que celui-ci venait d'être muté dans un autre secteur ou envoyé en Tunisie. Toutefois, à partir de 1958, quand les opérations de ratissage se firent plus dures et plus nombreuses, il fallut se résigner souvent à abandonner les morts sur le terrain.

Les conditions variaient beaucoup en fonction du relief. Dans les nahias des régions montagneuses et boisées, par exemple Djidjelli, El-Milia, Collo où la vraie guerre ne commença que fin 1957, il était assez facile d'esquiver les accrochages. Ailleurs, dans les régions de plaine, comme à Saint-Arnaud, ou sur la route des convois de Tunisie, comme à Haoura, l'armée française était mieux en mesure de nous imposer le combat. Nos pertes pouvaient alors être sévères.

En fait, les conditions de vie et de lutte des combattants de l'A.L.N. étaient très différentes d'une wilaya à une autre et même d'une nahia à une nahia voisine. Dans la région de Djidjelli-El-Milia, où la population ne fut que tardivement « regroupée », nous n'avions pas de grandes difficultés de ravitaillement, de déplacement et de repli. En revanche, dans le secteur d'Haoura, les engagements pouvaient durer une journée entière, la nuit seule permettant un repli. La protection des convois d'armes venant de Tunisie ou l'escorte des petits groupes circulant d'un pays à l'autre était également une mission

Reghaïa, près d'Alger. C'est une base d'aviation militaire. C'est là aussi que Challe et Delouvrier se retireront pour échapper au climat survolté de la ville, au moment des barricades de janvier 1960. Ce fut la première base d'hélicoptères.

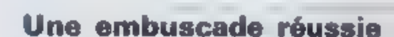




périlleuse, exigeant souvent de très lourds sacrifices pour assurer coûte que coûte le passage. L'installation définitive de la ligne Morice vint cependant couper presque complètement les communications directes avec la Tunisie et les *djounoud* y gagnèrent un répit.

Dans mon secteur de Djidjelli, la pression de l'armée française commença à se faire réellement sentir en 1958, après la prise de commandement du général Sauvagnac. Celui-ci mit sur pied un programme important de « ratissages » et pour la première fois nous eûmes affaire aux unités héliportées. Mais c'est aussi durant cette période que nos récupérations d'armes furent les plus fortes.

L'armée française venait d'inaugurer une nouvelle formule « psychologique » précédant les ratissages.



Une embuscade réussie

Avant chaque opération dans un secteur bien délimité, comprenant en général trois douars, il était procédé à un lancement de tracts exigeant notre reddition dans un délai de deux jours, faute de quoi les troupes entreraient en action. Au reçu de cette invitation nous pliions bagage sans

◄ La wilaya 4 absorbe facilement le territoire des wilayas voisines. C'est ainsi qu'on n'a jamais su très exactement les limites de la wilaya 6, qui jouxte la 4, car les katibas de cette dernière passaient vite dans le Sud...

El-Baraka, un ancien coiffeur, notre chef, semble invulnérable



plus attendre et tous les civils des douars avec nous. Les troupes françaises ne pouvaient alors que faire sauter les maisons vides et tuer le bétail resté sur place.

Après avoir constaté que le général Sauvagnac faisait ponctuellement ce qu'il annonçait, nous pensâmes à utiliser les circonstances pour tendre des embuscades. Elles présentaient des risques dus aux moyens importants mis en ligne par l'adversaire, mais nous pouvions prévoir ses mouvements et étions informés par lui du jour et presque de l'heure de ses attaques. Une de nos embuscades les mieux montées fut celle de Boudiyal, dans le douar Oum-Agrioum, en mars 1958

Nous avions déjà remarqué que le général Sauvagnac faisait remettre en état la piste reliant Chekfa au lieu dit Zouitna, où se tenait jadis un marché hebdomadaire. Quand arrivèrent les tracts fixant un délai à notre soumission, nous savions où une



Photo classique de guerilleros. A l'heure où l'A.L.N. « touchait » des armes et des équipements neufs.

embuscade pouvait être tendue. La piste de Zouitna passe par Boudiyal, où le terrain n'est pas trop découvert avec, à deux ou trois kilomètres, un grand virage traversant une étendue de chênes-lièges, de fougères et de bruyères. Cet emplacement était extrêmement favorable au *camine* car il nous donnait une possibilité de dispersion sans quitter la forêt et en profitant d'un mouvement de terrain jusqu'à l'oued Guerdjana

Chaque minute compte

Deux katibas, soit environ 200 hommes, avec deux mitrailleuses MG-30, un mortier de 45, plusieurs fusils mitrailleurs français, des mitraillettes MAT-49 et Thompson, des fusils et des carabines américaines, sont rassemblées et prennent position. Nous sommes commandés par Si Moktar, plus connu sous le nom d'*El-Baraka*, un ancien coiffeur qui s'est révélé comme un extraordinaire meneur d'hommes et semble invulnérable. Jusqu'au jour où... Il est assisté par deux techniciens : un ancien sergent-chef et un ancien caporal de l'armée française qui ont l'expérience de la guerre d'Indochine.

A midi moins vingt, l'avant-garde française s'engage dans l'embuscade. Il s'en faut de peu que nous ne soyons surpris car tous les hommes ne sont pas encore à leur poste de combat. En tête viennent deux engins suivis par une jeep occupée par un commandant et deux soldats. Le convoi ralentit puis s'arrête. Nos hommes, bien dissimulés sur le bas-côté de la route, peuvent suivre la discussion qui s'engage. Un soldat a relevé des traces de pataugas et attire l'attention de l'officier. Pourtant, d'ordinaire, nous prenons la précaution d'effacer toutes les traces de pas : la moindre négligence peut être fatale. Nos combattants sont figés, la gorge sèche.

Ce n'est qu'une fausse alerte. Le commandant affirme que nous nous sommes enfuis « comme d'habitude » dès les premières bombes lâchées par les avions sur les douars. Nous avons effectivement entendu le bombardement deux heures plus tôt, mais nous sommes là... Enfin, les véhicules repartent, s'enfoncent un peu plus avant dans le piège. Les nerfs sont tendus à craquer, mais la discipline de feu est bien respectée.

Il appartient à *El-Baraka* seul de donner le signal de l'attaque. Une rafale aisément reconnaissable de sa Thompson et l'invo-



Photos du cinéaste Vautier sur des scènes de maquis. *A droite* : *djoundi* s'ouvrant un passage dans la ligne Morice. En général, ces opérations ne se déroulaient jamais le jour. Et, en Tunisie, jeunes combattantes de l'A.L.N. pendant l'instruction. Peu, en vérité, ont fait le coup de feu ; beaucoup, en revanche, ont été auxiliaires de l'Armée de libération nationale dans l'action sociale et politique *(à gauche)*.



◄ Djidjelli, en wilaya 2, [redacted] constantinois. Longtemps une des plus fortes et des mieux équipées, grâce au franchissement, relativement aisé, de la frontière algéro-tunisienne. Les armes débarquaient parfois sur la côte.

Les galets de Djidjelli. Avant la révolution, c'était le rivage de prédilection des vacanciers constantinois. De Djidjelli à Bougie, la corniche est une des plus belles du bassin méditerranéen. ►

cation lancée à pleins poumons : *Bismallah Allah ouakhbar* (au nom de Dieu, Dieu est grand). C'est l'appel qui galvanise les *moudjahidin* et qu'entendent au loin les habitants repliés. Ils savent qu'un combat pour la foi vient de commencer...

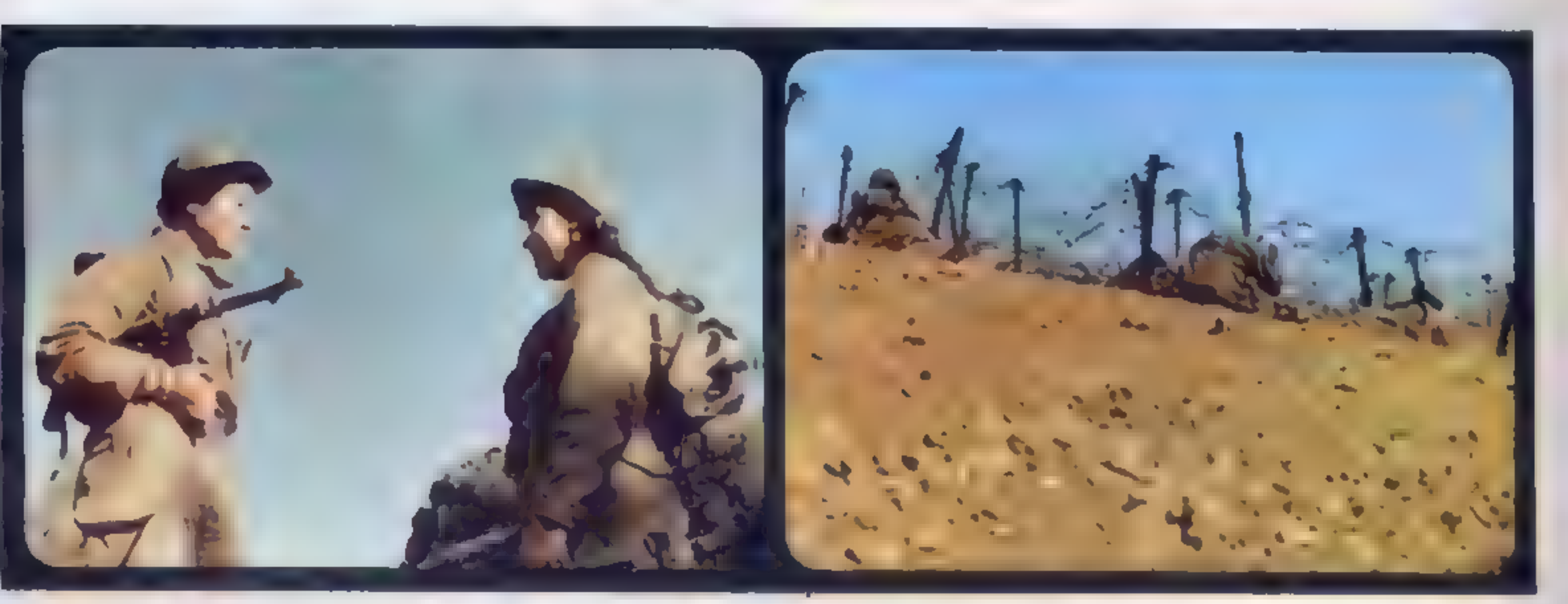
Une femme accouchée par la patrouille

Aucune embuscade ne doit se prolonger. A midi trente, celle-ci prend fin. Nous avons récupéré deux mitrailleuses et trente-six armes légères. Trois half-tracks, deux « Dodge » 4.4 et une jeep ont été incendiés. Malheureusement, nous n'avons pas su démonter les mitrailleuses de bord. Deux des nôtres ont été tués, mais nous n'avons aucun blessé. Les pertes de nos adversaires sont plus lourdes.

Chaque minute compte. Il faut se replier très vite avant l'intervention de l'artillerie et de l'aviation de chasse, avant surtout l'arrivée des renforts. Nous partons au pas gymnastique en direction de l'oued Guerdjana alors qu'une unité héliportée vient d'être déposée et manœuvre pour nous couper la retraite. Mais notre avance est suffisante pour lui échapper et sans encombre nous poursuivons notre marche vers le point de ralliement fixé au douar Ouled-Aïcha, hors du périmètre de l'opération n'englobant que les douars Beni-Maamar, Guerdjana et Oum-Agrioum. Les premiers l'atteignent au coucher du soleil. D'autres, obligés de faire un long détour, n'y arriveront que trois jours plus tard! L'affaire est un succès, mais nous avons dû nous résigner à abandonner nos morts sur le terrain.

L'opération française se développe. Pour la première fois les troupes s'enfoncent très profondément dans le djebel. Elles vont y rester quatre jours. Toutes les maisons des douars désertés par leurs habitants sont incendiées ou détruites à l'explosif.

Le « ratissage » n'a donné aucun résultat. Nous sommes depuis longtemps hors de portée et les civils valides sont introuvables. Mais une femme, enceinte et sur le point d'accoucher, n'a pu suivre. Quelques soldats français en patrouille la découvrent à bout de forces, l'aident à mettre son enfant au monde et lui donnent le ravitaillement qu'ils possèdent. Tout ►



un véritable service de santé de l'A.L.N.

n'était pas que sang et cruauté dans cette guerre d'Algérie.

Dans les premiers engagements, nous avions improvisé les secours aux blessés. Il se trouvait toujours un homme capable de faire un pansement sommaire. Après quoi intervenait l'évacuation dans un douar proche d'une ville ou dans la ville elle-même. Malgré les risques encourus, presque tous les médecins d'origine algérienne étaient prêts à donner leurs soins aux *moudjahidin*. Parfois, même, ce furent



La Corniche, entre Djidjelli et Bougie. On l'appelait la « Corniche d'or », sans doute à cause des floraisons de mimosas et de genêts qui la couvraient.

des médecins français libéraux qui se rendirent au chevet de nos blessés.

Mais il était indispensable de mettre sur pied un véritable service de santé de l'A.L.N. Dans notre wilaya, il s'organisa tant bien que mal avec les aides-soignants des hôpitaux ayant rallié les maquis et un ancien étudiant en médecine. C'est à ce dernier que fut confiée la responsabilité de former les infirmiers qui devaient être affectés à toutes les firkas. Les plus compétents de ces élèves ne cesseront de se perfectionner et parviendront assez vite à extraire des balles ou des éclats, à réduire des fractures, dans des cas relativement simples. Enfin, des jeunes filles des villes rejoindront nos rangs et deviendront également des infirmières admirablement dévouées.

Puis notre wilaya 2 eut la chance de recevoir un médecin, spécialisé en cardiologie, envoyé de Tunisie par l'état-major de l'A.L.N. Dans des conditions de travail extrêmement difficiles, il assuma la direction de nos services médicaux et ses interventions chirurgicales sauvèrent des centaines de blessés. Chacune des quatre zones de la wilaya était sous la responsabilité médicale d'un sous-lieutenant, chacune des trois régions de la zone, sous celle d'un adjudant et enfin, les trois secteurs formant la région avaient chacun leur centre de santé dirigé par un sergent infirmier.

Les filières médicales

Les infirmeries-hôpitaux étaient toujours installées en dehors des douars et à un emplacement tenu secret. En région boisée, il s'agissait d'abris rustiques en branchages; en terrain découvert, de petites constructions en pierre sèche avec, à proximité, des caches souterraines. Mais si ces installations étaient sommaires, nos blessés ne manquaient ni de ravitaillement, ni de médicaments, ni de soins dévoués.

L'évacuation se faisait le plus souvent à dos d'homme, l'intervention chirurgicale, à la lueur de quinquets et pas toujours sous anesthésie. Avec une simple piqûre de morphine, j'ai vu un blessé chanter à tue-tête pendant l'extraction d'une balle! Nos infirmiers-chirurgiens obtenaient des résultats inespérés. Un blessé du ventre, que tout le monde jugeait perdu, se rétablit miraculeusement; un homme, amputé d'une jambe par une jeune infirmière, fut « sur pied » quelques semaines plus tard, etc. Dans les cas les plus graves, un messager était envoyé à notre unique médecin, qui venait alors à marches forcées. Ou encore — et ce fut mon cas — le blessé était acheminé vers la ville et placé sous la sauvegarde de notre organisation urbaine, qui se chargeait de sa guérison, de sa convalescence et de son retour dans le maquis.

Nos liaisons avec les villes étaient en outre utilisées pour l'approvisionnement en produits pharmaceutiques, dont nous n'avons jamais manqué, alors qu'en certaines périodes nous pûmes souffrir de la faim. Chaque infirmerie de secteur avait sa propre filière, ses propres acheteurs ou pourvoyeurs parmi le personnel des hôpitaux urbains. Même les spécialités pouvaient être aisément obtenues et lors du cessez-le-feu nous disposions de stocks relativement importants. H

SI ABDALLAH

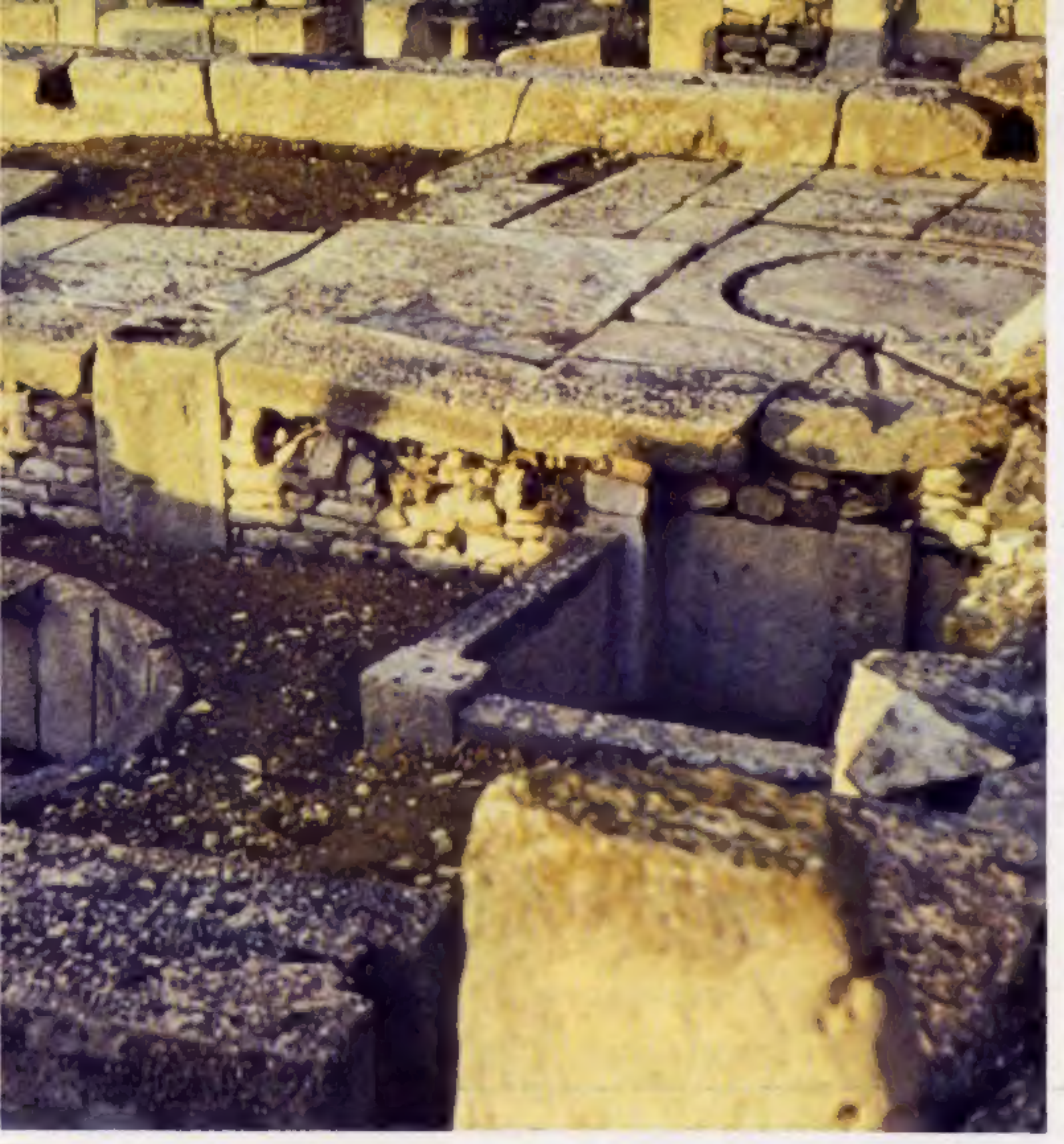


MAS



Bulla Regia (Tunisie). Palais de la Chasse. Patio en sous-sol. Tébessa. Temple romain. Un des mieux conservés d'Algérie.





◄ Madaure. Huilerie antique. Les olives étaient écrasées sur les deux pierres rondes du fond et l'huile recueillie dans les cuves carrées, au premier plan.

INISSA L'AFRICAIN

DEPUIS longtemps, le petit peuple des Massyles serait tombé dans l'oubli sans Massinissa, son roi le plus fameux. Son territoire aux limites mouvantes s'étendait approximativement entre Cirta (Constantine) et Thugga (Dougga, en Tunisie). Il recouvrait donc les modernes confins algéro-tunisiens. Ce n'était qu'une partie de la Numidie, qui se prolongeait, à l'époque, jusque vers Oran.

Le grenier de Rome

Massinissa mourut à quatre-vingt-dix ans, après avoir régné cinquante-cinq ans en laissant un fils de quatre ans, preuve incontestable de sa vigueur. Il aurait eu quarante-quatre enfants mâles, sans compter les filles.

Tiraillé entre les deux grands de l'époque, Rome et Carthage, qui recherchaient à leur profit son alliance, il choisit Rome, ce qui servait ses intérêts. Avec la bénédiction romaine, il pût, impunément, agrandir ses États au détriment de Carthage, ce qui provoqua tout de même la troisième guerre punique. Mais, ce faisant, il mit son royaume sous protectorat romain et aliéna sa liberté.

Le pays était prospère. Massinissa développa les cultures à l'image des Carthaginois, qui étaient de remarquables agronomes.

Les Romains s'en souviendront lorsqu'ils annexeront ces territoires, cent ans plus tard. Il fallait nourrir un empire affamé. La Numidie deviendra le grenier de Rome. Un service sera chargé de recueillir l'*annona*, c'est-à-dire la production en blé et en denrées alimentaires, de l'emmagasiner et de l'acheminer des ports africains vers Ostie.

Le domaine du seigneur Julius

On distribua des domaines aux colons. Pline affirme qu'à son époque six propriétaires se partageaient le pays. Ces grands seigneurs campagnards vivaient sur leurs immenses domaines, que l'on appelait des *saltus*, de part et d'autre de l'actuelle frontière.

A Tabarka et à Carthage, de fort belles mosaïques, aujourd'hui au musée du Bardo, à Tunis, nous permettent d'imaginer les demeures de cette aristocratie locale.

Voici la résidence du seigneur Julius, au milieu d'un parc et construite à la façon d'un bordj. On aperçoit deux tourelles ainsi qu'une galerie qui les joint, répandant la fraîcheur dans la saison chaude. Derrière, les coupoles abritent le confort des thermes privés. Au bas de la mosaïque, Julius, sur un fauteuil, reçoit le courrier d'un messager, tandis que sa femme, debout, prend le collier que lui tend une servante. Un jardinier vient de récolter des fruits, un chasseur s'éloigne, un cavalier arrive en visite. Au-dessus, on s'affaire près de l'étable et à la basse-cour.

Des maisons en sous-sol

Un peu au sud, Bulla Regia, antique ville numide, qui se romanisa, possède de curieuses maisons : les habitants avaient aménagé en sous-sol un appartement qui prend le jour par un patio ouvert sur le rez-de-chaussée. C'était un endroit frais où se réfugier au moment des fortes chaleurs. Salle à manger, cuisine et chambres s'ouvraient autour; les mosaïques étaient fraîches aux pieds nus, fontaines et jardinières agrémentaient le patio.

Ces palais souterrains semblent bien une invention berbère, on n'en connaît pas d'autres dans le monde romain. Or, dans le Sud tunisien, les Berbères vivent encore, de nos jours, dans des habitations creusées à même le sol, où les pièces s'ordonnent autour d'une cour à ciel ouvert. Elles offrent l'avantage d'avoir une température égale, été comme hiver.

Les jeux du cirque

Entre Tabarka et Bulla Regia s'étend la Kroumirie. C'est une région montagneuse dont la réputation de « Petite Suisse » n'est pas surfaite. Le gibier y abonde. On n'y trouve plus, bien sûr, le lion, mais le *Guide Bleu* de 1948 signale encore des panthères entre Tabarka et Bizerte. Dans l'Antiquité, les fauves y pullulaient. On chassait surtout lions, panthères, ours et éléphants. Leur capture, savamment organisée, faisait l'objet d'un fructueux négoce, nécessaire pour alimenter les jeux de l'amphithéâtre dont étaient friands les Romains, qui communiquèrent cette passion aux Africains. Ces jeux provoquaient ►

Thagaste (Souk Ahras), où naquit saint Augustin

de véritables hécatombes : rien qu'à Rome, on tua, sous Titus, 5 000 bêtes en une journée. On les nommait « bêtes libyques » ou « africaines ».

Une mosaïque de Bône représente ces chasses. Des cavaliers poussent lions et léopards vers un enclos fait d'un filet camouflé par des feuillages et muni de « poches » dans lesquelles des moutons servent d'appât. Des valets protégés par des boucliers et des torches enflammées les y attendent; l'un d'eux, attaqué par un léopard, est en bien mauvaise posture. Déjà arrive, dans une charrette tirée par une mule, la cage dans laquelle on enfermera chaque fauve pour le diriger vers l'arène.

Les célèbres cavaliers numides

Dans les djebels, le pays se prêtait à l'élevage. On y trouve encore ces petits chevaux barbes, infatigables, rapides et énergiques, qui faisaient la célébrité de la cavalerie numide.

C'est elle, en effet, qui décida de la victoire d'Hannibal à Cannes, en 216 av. J.-C., contre Rome. Mais s'il fut battu à Zama, en 202, c'est parce que ces mêmes cavaliers lui faisaient défaut. Avec Massinissa, ils étaient passés du côté romain.

Pendant la période romaine, c'est au cirque — le champ de courses antique — que s'affronteront les chevaux de Numidie. Beaucoup de villes africaines possédaient des cirques, car les Berbères aimaient les courses. De nombreuses mosaïques nous permettent d'imaginer comment elles se déroulaient.

Le haras de Sorothus

On a retrouvé à Sousse la villa d'un riche propriétaire d'écuries de courses, Sorothus, qui, au IIe s. ap. J.-C., fit représenter sur le sol de sa maison les chevaux vainqueurs portant ses couleurs, ainsi que les haras lui appartenant.

On y voit juments et poulains paissant au pied de rochers, près d'une source, sous la garde de bergers. Dans des médaillons, les portraits des chevaux vainqueurs : Adorandus et Crinitus. Ils portent un bouquet de palmes sur la tête, un collier à long gland autour du cou, et, sur la croupe, la marque de l'écurie de Sorothus : Soro-Thi.

Il est évident que la région de Sousse n'est pas assez verdoyante pour y installer un haras, qu'il faut chercher ailleurs. Or, à Aïn-Babouche, près d'Aïn-Beïda, en Algérie, une inscription a permis de situer les vastes domaines de Sorothus. C'est donc entre Aïn-Beïda et Kairouan, dans les djebels enjambant la frontière, qu'il faut les situer.

Les villes

On a attribué à Massinissa l'honneur d'avoir urbanisé la Numidie, mais, en fait, les villes existaient avant lui; cependant, il les dota d'une administration calquée sur les modèles carthaginois. Les villes foisonnent dans ce territoire qui sera rattaché à la Proconsulaire romaine. Elles s'embelliront alors de monuments qui en feront de petites Rome.

Côté tunisien, longeant la frontière depuis la côte, voici Tabarka et Bulla Regia, déjà citées, mais aussi Chemtou (Simitthu) aux importantes carrières de marbre numidique rose et jaune, Le Kef (Sica Veneria) et son temple célèbre, Medeina (Althiburos) aux ruines importantes, Haïdra (Ammaedera) qui servit sous Auguste de camp d'hiver à la IIIe légion, et la liste s'allonge, Kasserine, Thelepte, Feriana, Sbeïtla. Toutes ces ruines témoignent d'un habitat dense.

Côté algérien, Souk-Ahras est l'antique Thagaste. Son titre de gloire, à défaut de ruines visibles, est d'avoir été la ville natale de saint Augustin, le grand Berbère. Il fit ses études à 25 kilomètres de là, à Madaurus. Les Romains y fondèrent une colonie de vétérans, ces anciens légionnaires qui troquaient, leur contrat terminé, l'épée contre la charrue. La ville, peu importante, était renommée pour ses écoles. Elle fut la patrie d'Apulée, avocat, conférencier, poète et dramaturge, auteur de *l'Ane d'or*.

La plaine de Tifech, au sud de Souk-Ahras, est parsemée de restes de fermes et de villes antiques, dont la plus importante est Khamissa. Au sud, Tébessa (Theveste) était déjà célèbre au IVe s. av. J.-C. Elle fut, un temps, capitale de la Numidie.

Ainsi, l'Afrique romaine vit encore par ses monuments sur le sol de ces confins algéro-tunisiens, mais on la retrouve plus facilement encore chez les descendants de ces fiers Numides qui gardent dans leurs modes de vie et leurs habitudes, l'empreinte d'une civilisation qui les influença plusieurs siècles durant. H

Odette BOUCHER


M.-E. Boucher

Domaine du seigneur Julius. Mosaïque du Bardo (Tunis).

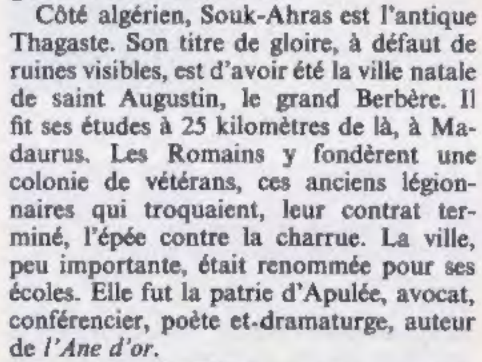


M.-E. Boucher

Les chevaux du haras de Sorothus (Musée de Sousse).


M.-E. Boucher

Hippone. Mosaïque représentant une scène de chasse.



M.-E. Boucher



Sbeïtla (Tunisie). Entrée du forum. Près de la frontière algérienne. Arc triomphal derrière lequel on aperçoit la place et le temple du Capitole. ▶

CHRONOLOGIE

Août 1957

FRANCE

1er : crise budgétaire. Déficit de la balance commerciale pour le premier semestre : 221 milliards. La T.V.A. passe à 25 %.
8 : augmentation du S.M.I.G. de 126 à 133 francs.
9 : instauration d'une taxe de 20 % à l'importation et d'une aide de 20 % à l'exportation.
10 : loi-cadre sur la construction.
14 : fixation du prix du blé (baisse de 100 francs par quintal).
21 : examen du projet de loi-cadre pour l'Algérie en conseil des ministres.
28 : agitation chez les agriculteurs.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

1er : André Morice annonce que l'exercice du droit de poursuite sera exercé sur les bandes rebelles se repliant en territoire tunisien.
11 : le sultan Mohammed ben Youssef, prend le nom de Mohammed V, roi du Maroc.
13 : troubles en Syrie. Le gouvernement de Damas accuse les États-Unis de fomenter un complot.
15 : victoire militaire du sultan d'Oman dans le conflit avec Mascate.
16 : retrait des troupes britanniques d'Oman.
17 : entretiens Nasser-Caramanlis au Caire.
18 : Bourguiba à Zurich : « Je ne suis pas prêt à m'opposer à la contrebande d'armes destinées aux Algériens. »
23 : Washington envoie Henderson en mission d'informations à Damas.
24 : André Morice à Oran : « Le trafic d'armes s'est développé, atteignant 1 500 armes par mois. »
26 : découverte de dépôts de bombes à la Casbah d'Alger.
30 : intégration politique et administrative de Tanger au Maroc.

AMÉRIQUE

20 : réunion du Conseil de sécurité sur la question d'Oman.
26 : Dag Hammarskjoeld réélu secrétaire général des Nations unies.
29 : adoption par le Sénat américain du projet de loi sur les droits civiques.

ASIE

25 : Souvanna Phouma devient premier ministre de tendance neutraliste au Laos.
30 : cérémonies marquant l'indépendance de la Malaisie à Kuala Lumpur.

EUROPE

1er : rencontre Tito-Khrouchtchev en Roumanie.
2 : déclaration soviétique sur le problème de l'Allemagne.
5 : la Grande-Bretagne met fin à son protectorat sur la Malaisie, qui devient un État fédéral indépendant, membre du Commonwealth.
8 : Khrouchtchev et Mikoyan en visite en Allemagne de l'Est.
11 : signature à Téhéran d'un accord hydraulique soviéto-iranien.
24 : négociations franco-espagnoles à Saint-Sébastien.
27 : premier essai réussi d'une fusée balistique intercontinentale en U.R.S.S.
31 : Molotov, ancien ministre des Affaires étrangères, nommé ambassadeur de l'U.R.S.S. en Mongolie.

LA SEMAINE PROCHAINE



GERMAINE TILLION : LES BONS OFFICES

Sommaire du n° 230 :

- **Les régiments de parachutistes**
« Salan me convoque chez Lacoste au G.G. C'est, paraît-il, urgent et important. Je vais sans doute y apprendre à quelle sauce on va être bouffés. Je tâcherai de repasser par ici en sortant... »

- **Les regroupements**
Quant à l'évolution de la femme, elle tient du miracle. Avec l'accord du marabout, la plupart renoncent au voile. L'action de l'assistance médico-sociale secondée par de jeunes infirmières musulmanes contribue à cette transformation. C'était un centre de regroupement parmi d'autres...

- **Le pourrissement de l'Oranie**
L'indépendance du Maroc entraîne un regain d'activité à la frontière. Bien préparées, exécutées avec vigueur par les jeunes rappelés, nos réactions infligent à l'ennemi des pertes sévères. La pacification de l'Oranie s'amorçait...

- **Une mission exceptionnelle**
Comment arrêter le massacre? Comment stopper l'escalade infernale qui fait qu'aux bombes toujours plus meurtrières du F.L.N. répond une répression toujours plus féroce des « léopards »? Cette question, la femme de cœur qu'est Germaine Tillion se la pose avec angoisse depuis des semaines, des mois.

- **Souvenirs de Guentis**
Au cœur des Nemencha, dans un paysage lumineux mais caillouteux et désolé, au confluent de deux oueds qui serpentent paresseusement entre les djebels érodés, c'est Guentis...

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 2e trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 229 - 22 mai 1972.

PLUS DE 180.000 CAS DE GRIPPE ASIATIQUE EN COLOMBIE

La Dépêche
DE CONSTANTINE ET DE L'EST ALGÉRIEN

JEUDI 22 AOÛT 1957

Le Comité d'Afrique du Nord a défini les grandes lignes de la loi-cadre pour l'Algérie

Etape préliminaire du futur statut, la loi-cadre serait soumise au vote du Parlement convoqué probablement avant l'ouverture de la session d'octobre

Les dispositions essentielles du projet

1. L'ALGÉRIE EST PARTIE INTÉGRANTE DE LA FRANCE.
2. TRENTE DÉPUTÉS ALGÉRIENS SIÉGERAIENT À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.
3. L'ALGÉRIE EST DIVISÉE EN SIX OU SEPT TERRITOIRES S'ADMINISTRANT EUX-MÊMES.
4. LES TERRITOIRES SONT DOTÉS D'UNE ASSEMBLÉE ÉLUE ET D'UN CONSEIL DE GOUVERNEMENT RESPONSABLE.
5. UNE ASSEMBLÉE COORDINATRICE SIÉGERAIT À ALGER.
6. UNE COUR ARBITRALE NOMMÉE PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SIÉGERAIT À PARIS.

Les grandes lignes arrêtées

Une conférence de presse de M. Bourgès-Maunoury

M. Félix Gaillard veut associer les organisations patronales à sa politique des prix

RÉSULTATS FAVORABLES DE LA REMISE EN ORDRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Suite page 3

La garnison de Châteaudun-du-Rhumel repousse une attaque rebelle

Suite page 3

Reine de Nice



Ceux qui ne sont pas partis...

Le pétrolier « World Splendour » a coulé

Grâce à l'entraide internationale, un nouveau drame de la mer a pu être évité — Tout l'équipage est sauvé

Deux architectes brésiliens établiront le plan urbain et touristique de Tunis

Un bouilleur de cru normand réalise un observatoire d'astronomie ultra-moderne

Suite page 6

Coup de théâtre à la conférence du désarmement :

Les OCCIDENTAUX acceptent de suspendre les expériences nucléaires pendant deux ans

LE DÉLÉGUÉ SOVIÉTIQUE OPPOSE SON REFUS

Une longue séance

M. Barakrok secrétaire d'Etat aux Affaires algériennes de passage à Bône est reparti pour Paris

« Indépendamment des événements de Syrie » La VIme flotte américaine se tient prête à toute éventualité et manœuvre en Méditerranée

Les tractations se poursuivent au Caire entre Nasser et Kouatly

Suite page 3

Les Occidentaux n'ont pas encore de politique commune

La question syrienne vue de l'Irak

Suite page 3

La création de Radio-Sahara ne met pas en cause le monopole des PTT



Champion de saut

EISENHOWER : Les Soviets veulent exploiter le « nationalisme » syrien

Pas d'initiative américaine dans la situation actuelle

NOUVEL ACTE DE TERRORISME AU LIBAN

UN GROUPE ARMÉ TENTE DE DYNAMITER L'AQUEDUC ALIMENTANT BEYROUTH

L'Algérie est un problème purement français que seule la FRANCE peut résoudre

écrit le New York Times

S.O.S. du « World Splendour »

En Algérie, plus encore peut-être qu'en France, la loi-cadre est l'objet de nombreuses discussions. Robert Lacoste défendra son projet avec passion à Paris et à Alger malgré les oppositions de toute sorte qu'il rencontrera chez certains parlementaires appartenant à tous les partis. Le temps presse car la loi-cadre doit être prête pour le débat de l'O.N.U. qui s'ouvre en septembre.